

Azerbaïdjan

la diversification en
marché





La ville de Bakou, capitale d'Azerbaïdjan, s'apprête à accueillir les Premiers Jeux Européens de 2015. Aux cours de la cérémonie inaugurale on s'attend, en effet, à accueillir près de 15.000 athlètes en provenance de 49 pays de l'Europe.



La ville de Gandja, deuxième ville administrative et ancienne capitale historique d'Azerbaïdjan, a remporté le titre du Capitale Européen de la Jeunesse (CEJ) 2016 à la suite d'une compétition particulièrement ardue à Thessaloniki (Grèce), le 21 novembre 2013. CEJs: en 2009 Rotterdam (les Pays-Bas), en 2010 Turin (Italie), en 2011 Anvers (Belgique), en 2012 Braga (Portugal), en 2013 Maribor (Slovénie), en 2014 Thessaloniki (Grèce), en 2015 Cluj Napoca (Roumanie) et en 2016 Gandja (Azerbaïdjan).



Azerbaïdjan la diversification en marche

Connu surtout pour ses ressources en hydrocarbures, l'Azerbaïdjan a engagé une stratégie volontariste de diversification de son économie. Grâce à un environnement des affaires favorable à l'investissement privé, les premiers résultats sont perceptibles. Pour les entreprises françaises, dont certaines sont déjà bien implantées dans ce pays, cette diversification représente la promesse d'importantes possibilités d'affaires.

L'Azerbaïdjan assure, à lui seul, plus de 80% de PIB des trois pays du Caucase du Sud qui comprend également la Géorgie et l'Arménie. La production industrielle du pétrole y débuta il y a plus d'un siècle et demi, et c'est précisément en Azerbaïdjan qu'on procéda pour la première fois au monde à l'extraction du pétrole qu'on appellera plus tard l'or noir. En 1901, l'Azerbaïdjan détenait le leadership mondial, en totalisant presque 60% du pétrole extrait dans la planète. Pendant la deuxième guerre mondiale, plus de 70% du pétrole de ex-l'Union Soviétique fut produit en Azerbaïdjan et ceci contribua de manière décisive à la victoire.

De nos jours, une centaine de pays participent à l'exploitation de pétrole dans le monde, mais l'Azerbaïdjan restera à jamais l'un des pionniers de ce secteur. Il est utile de rappeler le nom des compagnies pétrolières ayant marqué la saga pétrolière de l'Azerbaïdjan comme les frères Nobel avec leurs célèbre Compagnie des Frères Nobel, Shell Transport devenant plus tard Royal Dutch Shell, Maison des Rothschild et bien d'autres. Il n'est pas surprenant que l'Azerbaïdjan, riche en hydrocarbures, attire ces magnats forts de leur savoir-faire industriel et bancaire et désireux d'accéder aux réserves pétrolières de la Caspienne.

Il convient également de noter la contribution remarquable des producteurs locaux comme, Tagiyev, Assadullayev, Nagiyev, Mukhtarov et autres qui ont stimulé le développement de l'industrie pétrolière, encourageant la concurrence pour les terrains et les explorations nouvelles.

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan produit 1 million de barils de pétrole par jour et 30 millions de mètres cubes de gaz par an. Les réserves prouvées de gaz dépassent 3 trillions de mètres cubes. Grâce à une stratégie habile, l'Azerbaïdjan se positionne à l'échelle mondiale comme étant un pays producteur et exportateur de pétrole et de gaz, pourvoyant ainsi à la sécurité énergétique de l'Europe et du reste du monde. Plusieurs compagnies françaises, comme Total et GDF Suez, sont présentes sur place.

Une stratégie volontariste qui commence à porter ses fruits

La chance de l'Azerbaïdjan réside dans l'existence de réelles possibilités de croissance d'autres secteurs : agriculture, agroalimentaire, biens d'équipement, technologies de l'information et de la communication (TIC), énergies renouvelables, tou-



risme, services, industries, transports, etc. Le secteur non-énergétique offre à bien des égards un grand potentiel. Le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan a incorporé dans son agenda et a établi comme l'une de ses priorités majeures pour les années à venir un programme de développement des exportations du secteur non-énergétique, permettant de contribuer au développement économique et social de ses diverses régions.

Le développement des activités non-pétrolières est donc la garantie de la poursuite du « miracle azerbaïdjanais ». De 2003 à 2008, ce pays a connu l'une des croissances économiques les plus soutenues du monde. En l'espace de quelques années, le PIB a triplé et le pouvoir d'achat a fortement progressé. Les efforts du gouvernement ont per-

Le Président François Hollande a accueilli le Président d'Azerbaïdjan M. Ilham Aliyev à l'Élysée le 18 septembre 2012



Carte de la République d'Azerbaïdjan



mis de réduire le taux de pauvreté, qui est passé, selon les estimations, de 45% en 2003 à 5,3% en 2013. Malgré la crise économique et financière et la forte diminution du cours de baril du pétrole, l'Azerbaïdjan a connu en 2009 une croissance de l'ordre de 9,3%. En 2010, elle a atteint 5% (+7,6% dans le secteur non-énergétique). Ces chiffres sont évidemment en dessous de ceux enregistrés pendant les années précédentes : en 2006 avec 34,5%, l'Azerbaïdjan s'est placée au premier rang mondial pour ce qui est la croissance. Néanmoins, nonobstant la récession, les années 2010, 2011 et 2012 resteront des exercices exceptionnels pour l'accélération de la diversification de l'économie azerbaïdjanaise. Le processus de diversification structurelle s'est accéléré. En 2013, le PIB azerbaïdjanais a augmenté de 6%, et celui du secteur non-énergétique, de 10%. S'il est un domaine, où l'Azerbaïdjan a enregistré des progrès réels, c'est en matière d'amélioration de l'environnement des affaires. Les investisseurs étrangers bénéficient d'un régime de non-discrimination

et sont de surcroît couverts par de nombreuses garanties contre les nationalisations, les réquisitions et les rapatriements de dividendes. Selon le rapport "Doing Business" de la Banque Mondiale, en 2009-2010 l'Azerbaïdjan est passé de la 97ème à la 33ème position mondiale en matière de climat des affaires. Les réformes ont eu un impact considérable pour l'économie nationale dans bien des domaines, tels que : la création de sociétés, le recrutement, l'enregistrement des propriétés, l'obtention des crédits, le paiement des impôts et la protection des investisseurs. Selon un autre rapport de compétitivité globale, émanant cette fois-ci du Forum économique mondial de Davos et se référant aux années 2012-2013, l'Azerbaïdjan a été placé à la 39ème position parmi 148 pays ; et selon l'indice de stabilité macroéconomique, il a été classé en 13ème position parmi 148 pays. « Le progrès impressionnant de l'Azerbaïdjan de ces dernières années a été reconnu par la Banque mondiale et la SFI dans leur classement indépendant annuel

Doing Business et par le World Economic Forum, qui évaluent les conditions pour investir et entreprendre » affirme James Hogan, associé gérant du cabinet d'avocats Dentons à Bakou. L'Azerbaïdjan prend une part active à la réalisation de plusieurs grands projets stratégiques internationaux dans les domaines énergétique et non-énergétique. Dans le secteur des transports, tout d'abord, il est important de mentionner le Couloir de Transport Europe-Caucase-Asie (TRACECA, appelé aussi la « Nouvelle Route de la Soie »). L'Azerbaïdjan, qui occupe depuis l'Antiquité une position stratégique de taille sur la route de la Soie, est aujourd'hui le partenaire majeur de l'Union européenne dans la réalisation de ce projet. Il n'est pas anodin que le secrétariat international du TRACECA ait choisi d'installer son siège à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan.

Il est utile de rappeler un autre projet qui a été mis en œuvre avec la Géorgie et la Turquie : l'ouverture d'une voie ferroviaire, reliant Bakou

à Kars via la Géorgie (ligne Bakou-Tbilissi-Akhalkalaki-Kars, appelée aussi la « Route de la Soie de Fer »). La réalisation de ce projet est une contribution sans précédent à la stratégie de développement à long terme de la région.

De par sa position au carrefour entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient, l'Azerbaïdjan possède à bien des égards des atouts dans le domaine du transit, qu'il s'empresse incontestablement d'assumer dans la perspective des années à venir. C'est ainsi que l'Azerbaïdjan persévère sur la voie de la construction de nouveaux sites qui vont, à terme, transformer le paysage de sa capitale, notamment le port maritime, l'aéroport international ultramoderne et le chantier de construction navale.

Une relation bilatérale intense

Dans ce contexte économique très favorable, les entreprises françaises ont une carte à jouer en s'appuyant sur la qualité des relations bilatérales et la francophilie des responsables azerbaïdjanais. La France a été le deuxième pays à reconnaître l'indépendance retrouvée de l'Azerbaïdjan. Les relations politiques se sont aussitôt intensifiées sous le signe de cette reconnaissance précoce, avec l'ouverture de l'Ambassade de France en Azerbaïdjan en 1992.

De nombreuses visites bilatérales ont eu lieu depuis cette date : la première visite officielle à l'étranger du Président Heydar Aliyev, qui a eu lieu à Paris en 1993, a été suivie de plusieurs autres en 1997 et en 2001. Son successeur, l'actuel Président Ilham Aliyev, a lui aussi effectué plusieurs visites officielles en France, dont une importante visite d'Etat en janvier 2007 au cours de laquelle plusieurs accords de coopération ont été signés. Le 7 octobre 2011 enfin, le Président Nicolas Sarkozy s'est rendu en visite officielle en Azerbaïdjan : deux accords significatifs ont été signés, l'un por-

tant sur la création du Lycée français de Bakou qui sera le plus grand lycée français dans le Caucase ; l'autre sur les modalités d'intervention de l'Agence française de développement (AFD) en Azerbaïdjan. Ce déplacement a été suivi d'une visite de travail du Président Ilham Aliyev à Paris le 18 septembre 2012. Des parlementaires français se rendent régulièrement en Azerbaïdjan, à Bakou comme dans les régions. Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a reçu son homologue, Elmar Mammadyarov, à Paris en juillet 2012 puis en juillet 2013.

« L'Azerbaïdjan est un marché prometteur pour les entreprises françaises » indique un consultant français. L'offre française est particulièrement bien adaptée à la demande et la France apparaît comme un partenaire privilégié qui accompagne ce processus de diversification. Plusieurs entreprises françaises (Total, GDF Suez, Ariespace, Systra, Bouygues, Vinci, Astrium, Suez Environnement, etc.) ont engrangé des contrats significatifs. L'Azerbaïdjan est de très loin, en valeur, le pays du Caucase avec lequel la France a développé les relations commerciales les plus fortes.

Les entreprises françaises sont bien positionnées dans le secteur pétro-

lier et parapétrolier, mais aussi dans les domaines de la banque, des télécommunications, de l'électricité et du bâtiment. Les importations françaises en provenance d'Azerbaïdjan sont composées exclusivement de produits énergétiques. Les exportations françaises à destination de l'Azerbaïdjan sont plus diversifiées que les importations, mais restent peu importantes.

Les relations franco-azerbaïdjanaises dans le domaine de la coopération décentralisée et de la culture sont également dynamiques. Au printemps 2012, l'exposition « Plaisirs de France » a accueilli 40 000 visiteurs à Bakou. Un Institut Français est implanté à Bakou depuis 2004. Les premières classes du Lycée français de Bakou, projet sur financement public azerbaïdjanais dont la première pierre avait été posée le 7 octobre 2011, ont été ouvertes en septembre 2013 dans des locaux provisoires. L'Azerbaïdjan a organisé dans 20 villes françaises d'importantes manifestations culturelles depuis octobre 2012, et chaque année plusieurs collectifs territoriaux, représentés par les présidents des conseils régionaux et généraux ainsi que des maires se rendent en Azerbaïdjan, notamment à l'occasion du fête de la vigne et du vin de Gandja, une ville très ancienne et deuxième métropole du pays.

CHIFFRES-CLÉS

Population : 9,4 millions d'habitants (2013)
Espérance de vie à la naissance : 75 ans
Superficie : 86 600 km²
Frontières : Turquie (15 km), Russie (390 km), Géorgie (480 km), Iran (765 km), et Arménie (1007 km)
Distance : Paris-Bakou 3 818 km
Produit intérieur brut (PIB) : 57 milliards d'euros (2013)
Taux de croissance réelle du PIB : + 2,2 % (2012), + 6 % (2013)
Taux de croissance réelle du PIB en secteur non-énergétique : + 9,7 % (2012), + 10 % (2013)
PIB par habitant : 6 132 d'euros (2013)
Taux de pauvreté : 5,3 % (2013)
Sources : Statistiques nationales, FMI, Banque mondiale



L'Azerbaïdjan et la France ont mis en place un dialogue politique constructif au plus haut niveau

S.E. Monsieur Elchin Amirbayov, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République d'Azerbaïdjan en France

Au cours des dernières années on a commencé à mieux connaître l'Azerbaïdjan en France surtout dans les milieux d'affaires.

Comment décrivez-vous le pays pour nos lecteurs?

Située au Caucase du Sud, sur l'ancienne Route de la Soie, et reconstruite de par le monde comme étant la Perle du Caucase, la République d'Azerbaïdjan, avec sa superficie de 86 600 kilomètres carrés et ses 9,4 millions d'habitants représente un carrefour stratégique incontournable, reliant l'Orient à l'Occident. Cette terre fut depuis des temps immémoriaux l'un des berceaux de la civilisation humaine, ce dont témoignent les nombreux sites préhistoriques, vieux de 400 000 ans. Les premières formations étatiques émergent ici dès le troisième millénaire avant notre ère.

Il me semble utile d'indiquer que les racines de l'Azerbaïdjan sont incomparablement plus profondes que ses richesses de sous-sol, de même que son patrimoine culturel est infiniment plus riche et varié que ses réserves d'hydrocarbures.

C'est précisément pour cette raison que nous sommes si fiers de l'invention en Azerbaïdjan pour la première fois en Orient du théâtre, mais aussi, de l'opéra et du ballet. On peut aussi, à juste titre, s'enorgueillir de l'apparition, dès le 28 mai 1918, de la République Démocratique d'Azerbaïdjan, augurant encore pour la première fois en Orient cette forme d'expression étatique, à la fois laïque et démocratique. L'éclatement en 1991 de



D.R.

l'URSS entrouvrit à l'Azerbaïdjan de nouveau cette chance unique de restaurer enfin son indépendance. Depuis lors, notre Etat demeure toujours debout, célébrant aujourd'hui cet événement majeur, marquant à jamais les pages de notre histoire contemporaine.

Pouvez-vous nous retracer, ne serait-ce que succinctement, les principaux défis économiques qui furent relevés, mais également, les difficultés auxquelles votre pays fut confronté en l'espace de 23 ans après la restauration de votre indépendance en 1991?

Le temps écoulé depuis l'accession à l'indépendance de notre patrie peut virtuellement être partagé en deux parties distinctes: les premières années et les vingt suivantes.

Hélas, les premières années de l'indépendance furent particulièrement éprouvantes pour l'Etat azerbaïdjanais nouvellement créé. Le pays allait droit vers le précipice, en raison notamment de la crise économique sans précédent, mais aussi de l'instabilité politique persistante, corollaire de l'occupation de 20% de notre territoire, y compris la

région du Haut-Karabakh et de sept provinces adjacentes, par les forces armées de l'Arménie voisine.

En dépit des efforts de la communauté internationale qui, par le biais de quatre résolutions adoptées à l'unanimité par le Conseil de Sécurité de l'ONU, avait exigé une libération sans conditions et immédiate des territoires occupés de la République d'Azerbaïdjan ; mais également de ceux du Groupe de Minsk, co-présidé par la France, les Etats-Unis et la Russie, tendant à faire valoir le principe d'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, l'Arménie persiste depuis un peu plus de vingt ans dans la politique d'occupation de nos terres ancestrales, bafouant ainsi les principes et les normes du droit international.

Le nombre des Azerbaïdjanais, réfugiés de leurs terres occupées, s'élève au jour d'aujourd'hui à près d'un million de personnes. Ils sont malheureusement obligés de vivre dans les différentes parties du pays. Ainsi, un citoyen azerbaïdjanais sur neuf est devenu une personne déplacée dans la limite des frontières internes de son propre pays.

Si je me suis permis de m'attarder autant sur la problématique de l'occupation dans votre revue à caractère économique, c'est pour attirer l'attention sur l'incidence éminemment préjudiciable qu'elle exerce sur l'économie nationale dans son ensemble, entravant considérablement les efforts rénovateurs dans tous les secteurs et sphères d'activité, susceptibles de se mettre en place.

Quant au deuxième volet de votre

question, il me semble que les principaux défis relevés par l'Azerbaïdjan durant la période évoquée furent l'accession à l'indépendance économique pleine et entière et l'accomplissement de la stabilité socio-économique avérée. C'est précisément cette indépendance économique qui permet à ce véritable archipel de stabilité qu'on dénomme aujourd'hui la République d'Azerbaïdjan, nonobstant la précarité politico-économique régionale, de mener conformément à nos intérêts nationaux une politique réellement souveraine.

Ainsi, la politique poursuivie depuis 1993 par le gouvernement d'Azerbaïdjan a permis de consolider les assises économiques et politiques pérennes de l'Etat et d'assurer le développement grandissant de l'économie nationale, ce qui n'a pas manqué de se traduire par l'accélération de taux de croissance de PIB, atteignant en 2006 le chiffre record de 34,6%. Les années écoulées furent marquées par la réalisation, à l'initiative de l'Azerbaïdjan, des projets régionaux de grande envergure, liés à l'énergie et à la communication, tels que : l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, la voie ferroviaire Bakou-Tbilissi-Erzeroum, unanimement considérés comme étant les plus importants projets de génie civil de la décennie jamais réalisés dans ce coin du monde.

Quels sont à votre avis les trois principaux succès obtenus par votre pays au cours des deux-trois dernières années ?

Je crois pouvoir en énumérer trois. D'abord, les prospections récentes effectuées en Azerbaïdjan ont révélé l'existence d'importants gisements de gaz. Notre pays se place ainsi parmi les plus grandes puissances gazières au monde. Le potentiel prouvé est estimé à près de trois trillions de pieds cubes de gaz et de condensats.

L'an passé et cette année, nous avons également été témoins de la concrétisation, à l'initiative de notre pays,

de deux événements majeurs, marquant la réalisation de la stratégie pétro-gazière de la République d'Azerbaïdjan : les projets TANAP et TAP.

Je suis particulièrement honoré du fait même que cette heureuse collaboration entre notre compagnie nationale SOCAR et les fleurons de l'industrie pétro-gazières française TOTAL et GDF-SUEZ a permis la mise en valeur des richesses gazières de la péninsule d'Apchéron ; et qu'à l'avenir nous pouvons contribuer, d'une manière conséquente, à assurer la sécurité énergétique de l'Azerbaïdjan, de la France, mais aussi, de l'Europe dans son ensemble.

Deuxième succès : en 2013, pour la première fois de son histoire, l'Azerbaïdjan a concrétisé son programme spatial. En février, le pays a, en effet, adhéré au club bien restreint des états spatiaux et l'entreprise française ArianeSpace a inauguré le nouveau projet de coopération avec l'agence spatiale azerbaïdjanaise Azercosmos. Le 7 février 2013, à l'issue d'un tir parfait d'une fusée Ariane 5, lancée depuis le Centre spatial de Kourou, en Guyane française, le premier satellite de télécommunications azerbaïdjanaïses Azerspace-1 a été mis en orbite. En tant que représentant plénipotentiaire de mon pays en France, je suis évidemment ravi que, conjointement avec nos amis et partenaires français, nous ayons pu relever ce défi, qui démontre un excellent niveau de la coopération bilatérale et permet ainsi d'augurer de belles perspectives d'avenir pour nos deux pays.

Le troisième succès est l'obtention en 2011 par l'Azerbaïdjan d'un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU. Elu pour deux ans avec le concours et le soutien de 155 pays, notre Etat a ainsi acquis le droit de siéger en tant que membre non-permanent au sein d'un organisme si réputé pour une durée de deux ans. Symbole de succès de notre jeune diplomatie, cette élection a, une fois de plus, confirmé l'accroissement évident de la notoriété et du poids de l'Azerbaïdjan

sur la scène internationale.

Quelle est la situation économique de l'Azerbaïdjan d'aujourd'hui?

L'Azerbaïdjan est surtout connu dans le monde en raison de ses richesses pétrolières. Il n'est pas anodin de rappeler que le pays fut à l'origine tant de l'exploitation industrielle du pétrole que de son extraction offshore entreprise au large de la mer Caspienne.

Il m'est particulièrement heureux de souligner que l'Azerbaïdjan d'aujourd'hui se positionne parmi les pays exportateurs de pétrole et, depuis peu, de gaz. Tout au long de ces vingt dernières années, notre Etat s'est efforcé de pourvoir à la sécurité énergétique de la région, mais aussi de l'Europe et du reste du monde.

Il convient également de noter que l'Azerbaïdjan, à l'instar du secteur énergétique, possède un grand potentiel dans le secteur dit « non-énergétique ». A l'heure actuelle, l'Azerbaïdjan se distingue parmi les Etats nouvellement créés de l'espace



D.R.

est-européen comme étant le plus dynamique. Au cours des dix dernières années, l'Azerbaïdjan s'est développé d'une manière continue. Les données mentionnées ci-après en témoignent explicitement. Ainsi le PIB a été multiplié par 3,4 ; le PIB non-énergétique par 2,7 ; le PIB par habitant par 8,4 ; le commerce extérieur par 6,4 ; et le budget de l'Etat par 19. Près de 130 milliards d'euros ont été investis dans l'économie nationale au cours des vingt dernières années.

Le Président François Hollande, le Président Ilham Aliyev et la Première Dame d'Azerbaïdjan Mehriban Aliyeva à l'inauguration des nouveaux espaces du Département des arts de l'Islam au Musée du Louvre, le 18 Septembre 2012



Réunion bilatérale
entre le Président
François Hollande
et le Président
Ilham Aliyev à
l'Élysée le
18 septembre 2012



En 2013, le PIB a progressé de 6% et a atteint 57 Mds € ; le PIB par habitant, de 4,4% (6,132 €) ; le secteur non-énergétique, de 9,8% ; l'agriculture, d'environ 5%. L'inflation a été limitée à 2,4%. Le montant global des investissements dans l'économie nationale a atteint 21 Mds €, dont 13 Mds au titre des investissements intérieurs. La courbe de l'investissement intérieur dépasse depuis plusieurs années celle de l'investissement étranger ; c'est une tendance positive de l'économie azerbaïdjanaise qui se maintient.

Les réserves du pays en devises étrangères s'élèvent aujourd'hui à plus de 36 Mds €, soit un montant équivalent à 70% du PIB et à 12 fois la dette extérieure du pays. L'année dernière, le taux de chômage a diminué de 5 %, tandis que le taux de pauvreté a chuté de 5,3 %. Notre dette extérieure représente 8% du PIB ce qui est l'un des meilleurs ratios à l'échelle mondiale. Tout ceci n'a pu que rejaillir sur la création d'emplois au cours de l'année passée en Azerbaïdjan : 110 000 emplois dont 80 000 à durée indéterminée.

Cette politique socio-économique réussie a eu une incidence heureuse sur la baisse du taux de niveau de pauvreté, lequel a en effet chuté de 49% en 2000 à 5,3% en 2013. En même temps, l'augmentation continue des salaires et des retraites s'est traduite par la multiplication par 6 du revenu des citoyens. Ces performances ont été saluées unanimement par les institutions internationales. L'indice du PNB par habitant a permis à la Banque mon-

diale de classer la République d'Azerbaïdjan dans la catégorie de ce qu'on appelle « les pays à revenu moyen supérieur ». Enfin, l'ONU, dans l'un de ses rapports portant sur le Programme de développement, a inclus le pays dans le groupe dit « des états au développement humain supérieur ».

Que pouvez-vous nous dire à propos des relations économiques entre l'Azerbaïdjan et la France ? Y a-t-il des problèmes ?

Il convient de rappeler que nos deux Etats ont mis en place un dialogue politique constructif au plus haut niveau. Lors des toutes dernières rencontres en 2012 et 2013, les deux Présidents, Ilham Aliyev et François Hollande, ont exprimé leurs avis sur le développement de la coopération bilatérale. Les services économiques des Ambassades de nos deux pays travaillent en amont, en s'efforçant de coordonner leurs activités afin de promouvoir les rapports économiques réciproques. C'est ainsi que le 26 novembre dernier nous avons pu organiser à Bakou la septième réunion consécutive de la Commission bilatérale économique azerbaïdjo-française. La conséquence en fut une visite éclair en Azerbaïdjan effectuée par Madame Nicole Bricq, Ministre du Commerce extérieur.

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan assure près de 80% du PIB global des trois pays du Sud Caucase et représente le premier partenaire économique et commercial de la France dans cette région. La France est la deuxième partenaire commercial de

l'Azerbaïdjan. Nous voyons un grand potentiel dans la mise en place d'une coopération économique réciproquement bénéfique entre les régions de France et d'Azerbaïdjan. Il existe, à mon sens, des secteurs de l'économie azerbaïdjanaise extrêmement prometteurs pour les entrepreneurs et les investisseurs français et où des nouvelles opportunités pourront se créer, favorisant, dans une large mesure, le développement de notre coopération bilatérale. Je peux mentionner, notamment, le secteur industriel ; la construction mécanique ; la production d'automobiles, de locomotives, de rames de métro ou bien de leurs composants ; la mise en place d'installations agro-alimentaires ; le développement de l'industrie vinicole ; la mise en application de solutions dans le domaine des énergies renouvelables ; le développement de l'infrastructure touristique, des secteurs de l'information et des technologies de communication ; et bien d'autres secteurs porteurs.

Il n'y a pas de nuages dans la relation économique et commerciale bilatérale. La seule préoccupation majeure concerne l'occupation des territoires de l'Azerbaïdjan, où se produisent des faits inadmissibles. Il convient de dire que les certains citoyens ou des sociétés françaises, trompées pour les uns, parfois attirées par les gains pléthoriques pour les autres, se rendent en Arménie et de là se dirigent vers les territoires occupés de l'Azerbaïdjan sans permission des autorités azerbaïdjanaïses, en violation flagrante de droit international, mais aussi de la législation nationale en vigueur. A titre d'exemple, prenons le cas de deux sociétés franco-allemandes. Celles-ci ont officiellement déclaré aux autorités azerbaïdjanaïses qu'elles avaient été sciemment trompées par la partie arménienne afin d'être attirées dans des activités illégales sur les territoires occupés de l'Azerbaïdjan ; mais que, par ailleurs, elles étaient pleinement conscientes des principes et normes de droit international, et respectueuses, en consé-

quence, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan.

Pour des raisons évidentes, je me dois d'avertir toutes les entreprises ou citoyens français d'être particulièrement prudents et vigilants pour éviter en effet de se trouver entraînés dans des activités économiques illégales, menées dans les régions occupées de la République d'Azerbaïdjan, comprenant la région du Haut-Karabakh et les sept provinces. Nous condamnons fermement l'attitude malhonnête des autorités de l'Arménie, qui consiste à user de mensonges en vue de tromper les entreprises et des ressortissants français.

En guise de conclusion, je voudrais revenir encore une fois sur les questions liées à la coopération bilatérale azerbaïdjo-française. Il m'est particulièrement bienséant d'inviter les entrepreneurs, les investisseurs et les touristes français à se rendre en Azerbaïdjan, en suivant l'itinéraire touristique appelé « Alexandre Dumas au Caucase », qui les conduira aux profondeurs de ce pays situé sur la Route de la Soie, au carrefour de l'Orient et de l'Occident, où ont toujours coexisté dans une tolérance exemplaire, les représentants de diverses ethnies et religions. La terre de l'Azerbaïdjan a donné la naissance à la première république démocratique en Orient, mais aussi, à un genre musical absolument unique au monde, le mugham, avec ses déclinaisons contemporaines, telles que le jazz-mugham et le mugham symphonique. Vous seriez certainement conquis par « le Pays du Feu éternel », riche de par sa culture, ses traditions culinaires et musicales, perpétuées encore aujourd'hui à travers cette victoire remportée par nos artistes au concours Eurovision de la chanson de 2011 et qui ne sera peut-être pas la dernière. Enfin, je souhaiterais rappeler que l'Azerbaïdjan s'appête à accueillir les Premiers Jeux Européens de 2015. Aux cours de la cérémonie inaugurale nous prévoyons d'accueillir près de 15 000 athlètes provenant de 49 pays d'Europe.

Quels conseils donnerez-vous aux entreprises françaises, notamment aux PME pour leur permettre de mener à bien les affaires en Azerbaïdjan ?

La plupart des entreprises françaises manifestent leur intérêt pour la participation aux projets d'infrastructure et l'exportation vers l'Azerbaïdjan. Je leur conseillerais plutôt de se pencher sur les investissements à terme dans le secteur non-énergétique du pays. Il est possible d'envisager la participation seule ou avec les partenaires locaux ou encore par l'intermédiaire de la Société d'Investissements d'Etat d'Azerbaïdjan (AIC).

Chaque année, nous organisons plusieurs salons et expositions internationales dans presque chaque secteur de l'économie, et la participation des entreprises françaises à ce type de manifestations peut s'avérer propice au développement de notre coopération économique bilatérale.

Notons, par exemple, que, depuis 2011, plusieurs entreprises françaises participent au salon international de technologies d'information et de la communication Bakutel qui est le plus grand des salons jamais organisés dans toute la région du Caucase et de l'Asie centrale. La coopération dans ce secteur commence déjà à porter ses fruits. Chaque année nous organisons les fêtes internationales de la vigne et du vin à Gandja, en Azerbaïdjan. Je profite de cette occasion pour lancer une invitation à destination des entreprises et des producteurs français afin qu'ils participent de manière active à ces événements.

En plus, je souhaite vivement encourager l'adhésion des entreprises fran-

çaises à la Chambre de Commerce France-Azerbaïdjan (CCFAZ) à Paris, l'un des co-organisateur de ces événements et qui oeuvre également pour la promotion de la coopération des entreprises, notamment des PME du secteur non-énergétique des deux pays respectifs.

La CCFAZ s'appête à réformer sa structure, axant ses activités sur la publication, notamment, de bulletins économiques où les entreprises françaises membres peuvent trouver diverses sources d'informations sur l'économie de l'Azerbaïdjan, sur ses projets, sur les manifestations économiques sectorielles annuelles. Et je pense que l'adhésion à cet organisme contribuera encore davantage au développement des activités de ses sociétés en Azerbaïdjan ; Je vois un énorme potentiel contenu dans le domaine de l'exportation de savoir-faire des entreprises françaises vers Azerbaïdjan où conjointement avec leurs homologues locaux elles pourront atteindre des performances satisfaisantes.

Le climat créé par notre gouvernement est particulièrement attractif pour les hommes d'affaires étrangers. Les entrepreneurs azerbaïdjanaïses possèdent des capitaux leur permettant de réaliser des projets d'investissement avec les homologues étrangers ; de grands projets sont appuyés par le Gouvernement par le biais de la Société d'Investissements d'Etat d'Azerbaïdjan (AIC) qui concourt les investisseurs étrangers afin qu'ils réussissent dans tel ou tel projet. Ainsi, ils peuvent participer aux projets d'investissement et développement, dotés de leur savoir-faire et de nouvelles technologies, sans pour autant engager des capitaux importants.

Le Président Ilham Aliyev présent au petit-déjeuner du MEDEF avec les Sociétés françaises le 19 septembre 2012 à Paris





La République d'Azerbaïdjan est un partenaire fiable et stable

Samir Sharifov, Ministre des Finance de la République d'Azerbaïdjan, Co-Président de la Commission coopération économique mixte azerbaïdjano-française

Quelle est votre évaluation de l'état actuel des relations économiques bilatérales entre l'Azerbaïdjan et la France?

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan et la France ont un haut niveau de coopération dans les domaines politique, économique et humanitaire. La visite du travail du Président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev en France effectuée au mois septembre de l'année dernière et la rencontre avec son homologue français, le Président François Hollande, ont contribué à stimuler la coopération existante entre les deux pays. Le développement de la coopération dans le domaine économique prend actuellement une ampleur sans précédent.

Au cours des dernières années, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a atteint près de 2 milliards d'euros. Prenant acte du dynamisme observé dans les rapports économiques bilatéraux, la Commission de coopération économique

mixte azerbaïdjano-française s'est empressée de contribuer d'une manière conséquente au renforcement de la coopération économique bilatérale, mutuellement bénéfique. La 7ème réunion

de la dite Commission, organisée en novembre dernier à Bakou, a permis d'élaborer les nouveaux objectifs de la stratégie future.

La coopération économique entre les deux pays ne cesse de se développer et la dynamique enregistrée chaque année touche de nouveaux secteurs. La preuve en est qu'au jour d'aujourd'hui le gouvernement de la



République d'Azerbaïdjan, conjointement avec certains organismes d'Etat, a passé des contrats avec les entreprises françaises comme Eurocopter, Airbus SAS, Camiva, Systra, Arianespace et bien d'autres pour un montant global de 1,2 milliard de dollars.

La compagnie pétrolière française Total a toujours participé de près aux grands projets pétroliers et gaziers de l'Azerbaïdjan. Le 7 février 2013, le premier satellite de télécommunications de l'Azerbaïdjan, appelé Azerspace-1, a été lancé et mis en orbite par la compagnie Arianespace depuis le centre spatial de Kourou en Guyane française. Les banques françaises BNP Paribas et Société Générale prennent traditionnellement une part active dans le financement des grands projets d'infrastructures en Azerbaïdjan. Je souligne tout cela pour montrer, une fois de plus, qu'un climat particulièrement favorable aux activités diverses, y compris aux investissements, a été créé pour les entreprises françaises en Azerbaïdjan et qu'à l'avenir cette situation sera maintenue.

Quel bilan tirez-vous de la 7ème réunion de la Commission de coopération économique bilatérale organisée, en novembre dernier, en Azerbaïdjan?

Cette 7ème réunion de la Commis-

sion coopération économique azerbaïdjano-française organisée à Bakou, le 26 novembre 2013, a été une bonne occasion pour échanger sur l'état actuel et les perspectives de développement de la coopération entre les deux pays. Nous avons discuté avec nos collègues français la problématique liée au renforcement de notre coopération bilatérale mutuellement bénéfique, comprenant, entre autres, le développement à l'avenir : des relations commerciales, des projets d'infrastructures, de l'aviation civile et des voies de communication aérienne, des voies ferroviaires, des transports urbain et routier, de l'espace et de la technologie des télécommunications, de la coopération financière. Nous avons évoqué l'organisation des conférences, séminaires, forums d'affaires, expositions et salons, liés au commerce et à l'investissement. Nous avons également réfléchi ensemble sur les moyens d'étendre encore d'avantage notre coopération vers les autres secteurs.

Quels sont vos souhaits s'agissant du développement des relations économiques et commerciales bilatérales et quel est votre principal message destiné aux entreprises françaises?

Je pense que les milieux d'affaires des deux pays, tout en coopérant encore d'avantage, doivent s'efforcer d'accroître, chaque année, le montant du commerce bilatéral à hauteur de 10-15%. Mon principal message destiné aux entreprises françaises consiste à dire que la République d'Azerbaïdjan est un partenaire fiable et stable et que, dans l'esprit de notre coopération, chaque entreprise française peut espérer atteindre ici ses objectifs commerciaux.

Les relations bilatérales peuvent encore être renforcées

Nicole Bricq, Ministre du Commerce Extérieur, Co-Président de la Commission coopération économique mixte azerbaïdjano-française

Quelle appréciation portez-vous sur la situation des relations économiques bilatérales entre l'Azerbaïdjan et la France?

D'abord, je veux dire qu'elles sont dynamiques. L'Azerbaïdjan est notre premier partenaire commercial dans la région du Sud-Caucase (1,9 Mds € d'échanges en 2012). Les autorités ont lancé d'ambitieux projets de modernisation des infrastructures du pays, de la capitale mais aussi des villes secondaires, sur lesquels les entreprises françaises cherchent à se positionner. Mais je suis convaincue que nos relations peuvent encore être renforcées, diversifiées et en partie rééquilibrées. Avec mes services (Direction Générale du Trésor, UBI-FRANCE), en lien avec les Régions françaises et les CCI, je suis aux côtés des entreprises françaises pour y parvenir.

Quels sont, à votre avis, les secteurs porteurs pour les entreprises françaises, notamment pour les PME ?

La France est déjà présente dans de nombreux secteurs en Azerbaïdjan ; je souhaite consolider notre position et aussi prendre pied dans d'autres secteurs.

Dans les hydrocarbures, nos entreprises Total et GDF Suez ont une place importante grâce à leur participation dans l'exploitation des gisements de SOCAR. Dans l'aérospatiale, Arianespace a lancé le premier satellite de télécommunications du pays et l'industrie française souhaite l'accompagner dans son programme de développement des hautes technologies de l'information et de la communication. Enfin, dans le secteur de l'environnement, la CNIM a installé une usine d'incinération des déchets à Bakou destinée aussi à la



production d'électricité. Cela s'est fait dans le cadre d'un partenariat industriel avec le pays. S'agissant des PME, elles sont encore trop peu présentes. Plusieurs missions vont ainsi être organisées à cet effet, en liaison avec notre opérateur commercial Ubifrance et le Service Economique à Bakou.

Quelles initiatives envisagez-vous de prendre afin de renforcer les relations d'affaires entre les deux pays et favoriser une présence accrue des entreprises françaises en Azerbaïdjan?

La Commission économique mixte est tout d'abord un instrument essentiel. Elle permet de faire le point sur les chantiers en cours et de mettre en avant des nouvelles pistes de coopération. Elle s'est réunie en fin d'année dernière pour sa 7ème session à Bakou.

S'agissant de nouvelles pistes d'action, j'en perçois deux sur lesquelles je souhaite que nous nous concentrons. Tout d'abord, je veux mettre l'accent sur la famille de produits et services « mieux vivre en ville ». La réhabilitation des villes d'Azerbaïdjan, le développement de modes de transports doux (métros à Bakou, et tramways de Bakou et Gandja), le traitement des déchets (cf expérience de CNIM), l'eau, la qualité de l'air sont des priorités en Azerbaïdjan.

Dans ce secteur, la France possède des champions dans toutes les filières et sur l'ensemble des métiers - de l'architecture à l'industrie, en passant par l'ingénierie, les services... Pour les rassembler, je viens d'ailleurs de lancer officiellement VIVA-POLIS, vitrine de l'excellence de cette offre à l'international. Cette marque fédère les acteurs français de la ville durable et permet aux entreprises de se présenter groupées sur les marchés étrangers et dans les salons internationaux, facteur indiscutable de réussite à l'export.

Le deuxième axe est celui des grands événements sportifs. Je veux poursuivre les efforts initiés dans ce domaine lors du séminaire organisé à Bakou le 25 septembre dernier par le service économique et l'ambassade de France, et qui a été un succès. La France dispose d'une expertise reconnue dans l'organisation de grands événements sportifs internationaux (la contribution des entreprises françaises a notamment été importante pour les derniers Jeux Olympiques de Londres), qu'elle peut partager avec l'Azerbaïdjan



dans la perspective de l'organisation à Bakou en 2015 des premiers Jeux européens. Nous avons organisé ainsi un grand événement (Rencontres internationales des grands événements sportifs) le 8 novembre dernier à Paris autour de ce sujet, auquel l'Azerbaïdjan a été convié.

Nicole Bricq s'est familiarisée avec le projet de la ville blanche de Bakou, le 25 novembre 2013



Conférence de presse après la 7ème réunion de la Commission mixte économique azerbaïdjano-française organisée à Bakou le 26 novembre 2013



Le soutien des projets des entreprises françaises en Azerbaïdjan constitue l'une de mes toutes premières priorités

S.E. Monsieur Pascal Meunier, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de France en Azerbaïdjan

Quelle analyse faites-vous de la place et du rôle de l'Azerbaïdjan dans le Caucase ?

L'Azerbaïdjan joue un rôle important dans la région du Caucase pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'Azerbaïdjan est le seul pays musulman et séculier de la région, incarnant ainsi un véritable pont médiateur entre l'Europe chrétienne orientale et la région musulmane d'Asie centrale ou d'Iran. Le gouvernement azerbaïdjanais s'emploie à promouvoir cette situation géopolitique stratégique, qui représente un réel avantage que les pays occidentaux devraient avoir à l'esprit, s'agissant de leurs relations avec ce pays.

Par ailleurs, l'Azerbaïdjan représente presque 80% du PIB caucasien et devrait, à court terme, devenir la force motrice de la croissance économique de la région. Cependant, il est crucial de résoudre le conflit du Haut-Karabagh, obstacle principal à ce développement : le peuple azerbaïdjanais et la population de la région toute entière, en Arménie et en Géorgie, ont tout à gagner dans l'élaboration d'une résolution pacifique de ce conflit qui a causé tant de pertes humaines et matérielles depuis 20 ans.

Enfin, l'Azerbaïdjan devenu l'un des principaux fournisseurs en ressources énergétiques de la région concourt à la fois à la sécurité énergétique de l'Europe tout en assurant l'équilibre géostratégique de cette partie du monde.

Quelle est la situation des relations bilatérales entre l'Azerbaïdjan et la France ?

Comme vous le savez peut-être, la France était en 1992 le deuxième pays après la Turquie à reconnaître



l'indépendance de l'Azerbaïdjan. C'est en France qu'Heydar Aliyev effectua sa première visite à l'étranger tout comme le nouveau président Ilham Aliyev après son élection en 2003. Ce signe d'amitié et de confiance mutuelle dominant les relations entre nos deux pays a désormais été approfondi par une coopération de plus en plus développée et diversifiée.

Concernant le secteur économique, la compagnie Total est l'une des parties prenantes du gisement de gaz naturel Shah Deniz II avec une participation de 10%. En outre, Total s'est vu confier le rôle d'opérateur pour le gisement d'Absheron, ce qui constitue un succès significatif pour la France en termes de participation au développement énergétique du pays. Concernant le secteur non-pétrolier, les entreprises françaises cherchent à promouvoir leur expertise dans les différents secteurs au cœur de la politique de diversification conduite par les autorités azerbaïdjanaises : en février 2013, le premier satellite azerbaïdjanais de télécommunications a été lancé depuis le site spatial français de Kourou (situé dans le Département d'Outre Mer de la Guyane). Cet événement est une avancée majeure pour l'Azerbaïdjan et a ouvert la voie à une coopération de longue durée entre les entreprises françaises, Azercosmos et le gouvernement azer-

baïdjanais dans le domaine des technologies spatiales. Les autres secteurs, comme les transports, l'environnement ou l'agriculture, représentent aussi des domaines d'investissement prometteurs pour les entreprises françaises. S'agissant de l'Agriculture, les entretiens que M. Dominique Garot, Ministre délégué chargé de l'Agroalimentaire a eus à Bakou fin janvier 2014 ont démontré l'existence d'un énorme potentiel de coopération.

Le développement de nos intérêts économiques mutuels a été accompagné d'étroites relations politiques entre nos deux pays. Après la visite de Nicolas Sarkozy en Azerbaïdjan au mois d'Octobre 2011, le Président Aliyev a effectué une visite à Paris en Septembre 2012 tandis que le Ministre des Affaires étrangères Elmar Mammadyarov a rencontré deux fois son homologue français Laurent Fabius à Paris en 2012 et en 2013. En outre, la France en tant que coprésidente du Groupe de Minsk, a organisé plusieurs rencontres à Paris basées sur de nouvelles initiatives pour la résolution du conflit du Haut-Karabagh.

Dans le domaine de l'éducation, un pas important a été franchi avec la récente ouverture du Lycée Français de Bakou, projet qui avait été décidé en Décembre 2009 lors de la visite en France du Président Aliyev. En Septembre 2013, nous avons ouvert plusieurs niveaux d'enseignements pour les enfants de 3 à 13 ans au sein de locaux temporaires jusqu'à l'achèvement de la construction de notre propre bâtiment. Cette ouverture est importante, tant pour la promotion de la langue française et de notre modèle éducatif que pour le développement de nos relations économiques. Toujours dans la sphère éducative, nous avons modernisé

l'Institut Français d'Azerbaïdjan afin de répondre au mieux à l'immense demande en Azerbaïdjan en termes de cours de français. Entre autres innovations, nous avons mis en place des cours de français spécialisés pour les entreprises intéressées. L'intérêt pour la France, la culture française ainsi que pour notre modèle d'éducation et de société est important en Azerbaïdjan. Il représente un atout important pour le développement de nos relations bilatérales. C'est pourquoi la promotion de ces éléments, pas seulement à Bakou mais aussi et probablement de plus en plus dans les régions azerbaïdjanaises, constitue actuellement l'un de nos objectifs principaux.

Quelles sont les priorités de l'Ambassade, notamment dans le domaine économique ?

Comme je l'ai évoqué, le soutien des projets des entreprises françaises en Azerbaïdjan constitue l'une de mes toutes premières priorités. La France a beaucoup à offrir en termes d'expertise dans de nombreux domaines pertinents pour l'Azerbaïdjan. Mon

rôle consiste à identifier les champs d'action dans lesquels la France pourrait formuler des offres judicieuses ainsi qu'à faciliter les contacts entre les entreprises françaises et les acteurs azerbaïdjanais. En 2013, la France a d'ailleurs organisé deux séminaires d'affaires dans les domaines de la défense civile et de l'organisation d'événements sportifs. Il est encore trop tôt pour en mesurer les résultats concrets mais ces deux séminaires ont été très bien reçus par les participants et je suis confiant quant aux diverses coopérations que ce genre d'initiative peut déclencher. Nous envisageons d'organiser dans un futur proche un nouveau forum dédié au développement durable de la ville, à la coopération franco-turque sur le marché azerbaïdjanais ainsi qu'à la sûreté et la sécurité maritime.

Afin de seconder les petites et moyennes entreprises françaises dans leur appréhension du marché azerbaïdjanais, nous ouvrirons à Bakou un bureau de la Chambre de commerce franco-azerbaïdjanaise. J'espère que cette organisation sera complètement opérationnelle dans les prochains mois, et j'invite toutes les entreprises fran-

çaises et azerbaïdjanaises, qui veulent participer ensemble et avec succès au marché azerbaïdjanais grandissant, à rejoindre cette Chambre.

Je pense que le développement intensif et diversifié des relations commerciales ne peut pas être dissocié d'une coopération à long-terme dans le domaine de l'éducation. La capacité de la France à promouvoir son modèle éducatif notamment à travers le développement de jumelages entre les universités doublés de la mise en place de bourses étudiantes, aura un impact direct sur nos ambitions économiques en Azerbaïdjan. Le commerce est le fruit de l'homme et l'homme est un produit de l'éducation, c'est pourquoi nous devons travailler simultanément dans les deux domaines et ceci constitue un des défis que je me dois de relever. Le succès du premier forum universitaire franco-azerbaïdjanais organisé le 14 Juin à Bakou a été un véritable encouragement pour renforcer nos efforts dans cette voie. L'ouverture d'un espace Campus France au sein de l'Institut Français d'Azerbaïdjan le 24 Septembre est un exemple concret de notre engagement.

L'Azerbaïdjan constitue un pays stratégique pour Systra

André Ohnheiser, Vice-Président Région Europe du Sud et Méditerranée de Systra

Avez-vous obtenu des contrats en Azerbaïdjan ?

L'intérêt que nous portons à l'Azerbaïdjan remonte à plusieurs années car c'est un pays en pleine expansion et soucieux de développer ses infrastructures de transports pour le bien-être de ses concitoyens. Les excellentes relations avec les acteurs économiques du secteur des transports nous ont permis de proposer l'expertise de Systra qui a reçu un bon accueil. Notre implication formelle s'est concrétisée au niveau de l'Administration du Métro de Bakou après avoir remporté un appel d'offres international d'étude du réseau suivi d'autres contrats pour réaliser différentes prestations comme à titre d'exemple :

- Le Master plan du développement du réseau (trois nouvelles lignes - Purple, Blue et Yellow et extensions des deux lignes anciennes Red et Green). Le Prési-

dent de la République a approuvé ces choix en Novembre 2010 et demandé la réalisation de ce plan dans le cadre plus général d'un programme de développement urbain de grande ampleur dans la capitale.

- Le design détaillé de la Purple line.
- Le design détaillé de la Blue line.
- La Supervision des travaux de construction de la 1ère section de la Purple line, la reconstruction de la station 28 mai.

Comment voyez-vous l'avenir de vos relations avec ce pays? Quels sont vos projets?

L'Azerbaïdjan constitue un pays stratégique pour Systra, qui a ouvert une succursale en 2011 à Bakou et a recruté une équipe d'ingénieurs locaux. Plusieurs autres projets sont examinés par les autorités azerbaïdjanaises, dans lesquels Systra souhaite valoriser son savoir-faire et

ses nombreuses références : la modernisation des chemins de fer ; les défis liés à la modernisation des transports à Bakou, dans le cadre plus élargi de la péninsule d'Absheron ; le développement des transports urbains des autres grandes villes d'Azerbaïdjan – à Gandja notamment où Systra a réalisé pour les autorités locales une étude préalable pour la réinstallation du tramway.

Nous avons déjà suggéré aux administrations d'autres projets de développement des infrastructures. Fort de la confiance de nos interlocuteurs locaux, partenaires et donneurs d'ordres, nous espérons rester longtemps un acteur de régence dans ce pays, grand ami de la France.





Nous serions certainement intéressés à investir en France

Rovnag Abdullayev, Président de la Société Pétrolière d'État de l'Azerbaïdjan (SOCAR)

Pourriez-vous présenter la société SOCAR et ses activités ? Quelles sont ses principaux projets d'investissements en Azerbaïdjan et à l'étranger ?

SOCAR est la plus grande société verticalement intégrée d'Azerbaïdjan avec 66 000 employés qui contribue pour une part importante au PIB du pays. SOCAR est l'une des plus grosses compagnies pétrolières et gazières paratétatiques dans le monde. SOCAR est impliquée dans tous les aspects de la production pétrolière et gazière depuis l'exploration et le développement onshore et offshore en Azerbaïdjan et à l'étranger jusqu'au transport, au traitement du pétrole et du gaz, à la pétrochimie et à la distribution en Azerbaïdjan et dans la région de la Mer Caspienne, l'Europe et l'Asie.

Les réserves d'hydrocarbures actuellement prévues en Azerbaïdjan sont estimées à 10 milliards de tonnes, avec des réserves de pétrole prouvées de 2 milliards de tonnes. À ce jour, le volume d'investissements dans les contrats de partage de production (CPP) en Azerbaïdjan a atteint 50 milliards de dollars. Les réserves du seul champ « Azeri-Chirag-Guneshli » sont estimées à 1,2 milliard de tonnes de pétrole et à 350 milliards de mètres cubes de gaz. SOCAR participe en tant que représentant de l'État dans plus de 17 CPP en cours avec des compagnies étrangères, 36 joint ventures et 5 alliances avec des compagnies majeures de services. Bien sûr, la liste comprend Total et GDF Suez qui participent au développement de certains champs (Shah Deniz et Abshehon).

GDF Suez a aussi conclu un contrat majeur d'achat de gaz azéri du champ de Shah Deniz transporté par le gazoduc TAP. Les compagnies françaises



Nexans, Technip et Schlumberger participent aux principaux projets énergétiques en Azerbaïdjan. À part cela, SOCAR coopère avec des banques françaises comme Société Générale et BNP Paribas.

Quelles sont les statistiques des dernières trois à quatre années d'exportation de pétrole et de gaz vers la France ? Pensez-vous que ces flux vont augmenter ?

La France est considérée comme un marché important d'exportation pour les ressources énergétiques de SOCAR. Elle est l'un des principaux consommateurs de pétrole azerbaïdjanais. Actuellement, 8 à 10% des volumes de brut écoulés sur les marchés internationaux par SOCAR sont exportés vers la France. La France est ainsi le second marché européen pour SOCAR en ce qui concerne la consommation des exportations de SOCAR vers l'Europe.

13 millions de tonnes de brut ont été exportées par SOCAR vers la France depuis 2010. De son côté, la part de SOCAR dans le total de la consommation de pétrole brut consommée en France est approximativement de 3,7%.

SOCAR coopère traditionnellement largement avec des compagnies françaises dans le domaine du commerce de pétrole brut et de produits pétroliers. Cette coopération s'est élargie et diversifiée après l'inscription du bras commercial de SOCAR, SOCAR Trading SA sur le registre

du commerce à Genève, en Suisse. SOCAR a fourni plus de 12 millions de tonnes de pétrole brut à Total depuis 2010. Cette quantité ne comprend pas seulement le pétrole brut d'origine azerbaïdjanais, mais aussi des bruts d'autres origines obtenus par SOCAR sur le marché mondial. Total témoigne aussi son intérêt pour les produits pétroliers exportés par SOCAR. En 2010, SOCAR a fourni à Total 320 000 tonnes de diesel.

Il faut remarquer que la coopération entre SOCAR et Total dans le domaine de l'approvisionnement en pétrole brut et du commerce est mutuelle. SOCAR elle-même, de temps en temps, achète des cargaisons de pétrole à Total si nécessaire. Ainsi, entre 2010 et maintenant, SOCAR Trading SA a acheté un million de tonnes de pétrole brut à Total.

SOCAR a beaucoup investi dans les pays voisins comme la Turquie, la Géorgie et l'Ukraine, ainsi qu'en Roumanie, en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grèce, etc. Comme vous le savez, la France est l'une des principales économies en Europe. Pourriez-vous dès lors envisager un investissement de la part de SOCAR en France dans les années à venir ?

Oui, nous sommes le plus grand investisseur en Turquie et en Géorgie et nous investissons beaucoup en Roumanie, en Ukraine et dans d'autres pays. Nous serions certainement intéressés à investir dans l'économie française et à étudier soigneusement les opportunités pour entrer sur votre marché. Il n'y a pour le moment rien à déclarer concernant une transaction déjà prête, mais j'espère qu'une telle opportunité va se manifester.

L'Azerbaïdjan est un pays stratégique avec une croissance économique rapide

Jean-Marie Bockel, Sénateur du Haut-Rhin, Président d'Agglomération de Mulhouse, ancien Ministre.

Quelle appréciation portez-vous sur le développement économique et social de l'Azerbaïdjan au cours des vingt dernières années ?

Depuis son indépendance retrouvée, l'Azerbaïdjan n'a cessé de se développer et de se positionner comme un véritable carrefour stratégique.

En effet, depuis 20 ans, nous pouvons remarquer que ce pays a su montrer sa capacité à utiliser ses atouts économiques et politiques pour promouvoir ses intérêts nationaux et renforcer sa position au niveau régional et mondial mais aussi à s'ouvrir à l'Europe et à l'international en saisissant les diverses opportunités de coopérations. Il a su également œuvrer à l'amélioration du niveau de vie de la population.

Aujourd'hui, nous remarquons que cet Etat caucasien a relevé bien des défis économiques, institutionnels, éducatifs, sociaux et culturels et que nous ne pouvons que l'encourager à poursuivre ses efforts et sa bonne dynamique. Outre la diversification



de son économie et sa modernisation, il se doit de continuer les réformes dans le domaine social et démocratique afin notamment de garantir la cohésion sociale et répondre aux enjeux actuels et à venir tels que le développement durable et la protection de l'environnement.

Pour quelles raisons les entreprises françaises doivent-elles, à votre avis, s'intéresser à ce pays ?

Je pense que l'Azerbaïdjan possède d'importants et incontestables atouts. En effet, outre une croissance économique et un niveau de vie en

constante progression, ce pays ne cesse d'œuvrer en faveur de l'ouverture de son économie, il investit notamment dans les technologies de l'information et de la communication, développe les infrastructures internet haut débit et les entreprises qui viennent s'implanter sur le territoire bénéficient d'un environnement juridique de plus en plus performant.

L'Azerbaïdjan est également un pays en évolution rapide dont le développement des infrastructures de transport, ferroviaire, routier, aérien



ou maritime est essentiel et de loin pas terminé. Il y a donc de véritables opportunités pour les entreprises étrangères et notamment françaises de prendre part aux différents chantiers d'envergure. De plus, de belles opportunités notamment dans la réalisation d'infrastructure dans le secteur agroalimentaire, de l'environnement et du tourisme sont à prévoir dans les années à venir.

Enfin la France est un partenaire important, les entreprises comme Alcatel Lucent, Total et Thales et de nombreuses PME en témoignent. L'Azerbaïdjan a ainsi bien compris que les entreprises françaises ont des savoir-faire et de l'expérience. Je suis donc entièrement convaincu que ce pays sait et saura les accueillir dans les meilleures conditions économiques et sociales.



Centre ville de Bakou



Le corridor gazier Sud est une contribution à la sécurité énergétique à long terme des pays européens

Elshad Nasirov, Vice-Président de la Société Pétrolière d'État de l'Azerbaïdjan (SOCAR)

Quelle est la contribution de l'Azerbaïdjan à la sécurité énergétique de l'Europe?

L'Azerbaïdjan a garanti sa propre sécurité énergétique et joue un rôle important en assurant la sécurité énergétique de la région et de l'Europe. Le développement du Corridor gazier Sud (Southern Gas Corridor) en constitue un élément important. Comme cela est affirmé dans la Déclaration commune du Président de la République d'Azerbaïdjan Ilham Aliyev et du Président de la Commission européenne, José Manuel Durão Barroso sur le Corridor gazier Sud signée le 13 janvier 2011, l'ouverture de ce corridor et la création d'une route de transport du gaz de la Mer Caspienne à l'Europe correspond à l'objectif stratégique partagé de l'Union européenne et de l'Azerbaïdjan.

L'Azerbaïdjan est reconnu comme un contributeur substantiel et un facilitateur du Corridor gazier Sud qui joue un rôle exceptionnel en ouvrant la route d'un gazoduc alter-



natif et en assurant la sécurité énergétique à long terme des pays européens.

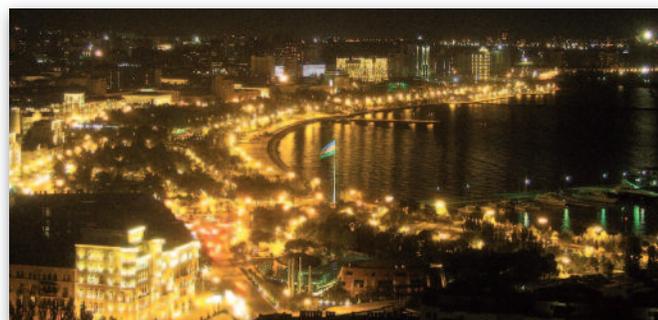
Récemment, le 28 juin 2013, le consortium Shah Deniz (SD), après un processus intense d'évaluation, s'est prononcé en faveur du Gazoduc Transadriatique (Trans Adriatic Pipeline) au détriment du Nabucco Ouest pour transporter des volumes de gaz SD-2 vers l'Europe, via la Grèce et l'Albanie vers l'Italie. Une autre étape importante, les Accords de vente de gaz SD-Europe ont été signés avec neuf compagnies européennes de premier plan, le 19 septembre 2013, ce qui apportera une contribution significative à la sécurité énergétique

des pays européens. Nous espérons entamer les livraisons de gaz à l'UE à la fin 2018 ou au début 2019.

Quelles sont les perspectives pour les exportations de gaz de l'Azerbaïdjan vers l'Europe ?

Shah Deniz qui contient des réserves totales de 1 200 milliards de mètres cubes de gaz et de plus de 240 millions de tonnes de condensés sera une source primaire initiale d'exportation. La récente découverte du champ d'Absheron qui est opéré conjointement par Total, GDF Suez et Socar avec une estimation préliminaire de réserves de 300 mds de mètres cubes de gaz ainsi que le champ « Umid » opéré uniquement par SOCAR et d'autres champs en perspective renforceront significativement la capacité d'exportation de l'Azerbaïdjan.

Comme cela est connu, un des critères-clé de sélection imposés par la partie azerbaïdjanaise est l'extensibilité du gazoduc. Si dans la phase initiale, quand le SD-2 sera opérationnel, nous avons prévu de fournir quelque 10 mds de mètres cubes à l'Europe, via les gazoducs SCP, TANAP et TAP, de récentes découvertes vont nous permettre d'accroître graduellement les volumes d'approvisionnement. Une des clés de la stratégie de SOCAR sera également de diversifier la clientèle et nous essaierons de couvrir davantage de pays situés dans la proximité géographique des pays traversés par le TAP ainsi que de nouveaux marchés.



Nuit à Bakou

Les pays d'Europe occidentale devraient, dans la durée, bénéficier de l'extension et du doublement des capacités du gazoduc TAP

Christophe-André Frassa, Sénateur UMP représentant les Français établis hors de France, Secrétaire du groupe d'amitié interparlementaire France-Caucase et membre du groupe d'études de l'énergie au Sénat.

La « géopolitique des tubes » – le débat stratégique – sur les tracés d'oléoducs et gazoducs – est un sujet complexe. Quels atouts incarnent le projet TAP et de façon plus générales les ressources hydrocarbures azerbaïdjanaises pour les consommateurs français et européens ?

En effet, pour exporter le gaz du gigantesque gisement Shah Deniz en mer Caspienne (860 km², 1200 milliards de mètres cube de gaz), l'Azerbaïdjan a choisi le gazoduc transadriatique (TAP - Trans-Adriatic Pipeline) au détriment du projet Nabucco Ouest. TAP sera détenu conjointement par les sociétés hydrocarbures suisses Axpo, norvégienne Statoil, allemande E.ON Ruhrgas (50% à eux trois), azerbaïdjanaise SOCAR (20%), britannique BP (20%) et française Total (10%).

Le consortium Shah Deniz II qui exploite ce gisement vient d'annoncer la signature des contrats d'approvisionnement avec neuf sociétés européennes, parmi lesquelles figure également GDF Suez. Le projet TAP est plus court de 440 kilomètres que Nabucco Ouest, le projet soutenu par la Commission européenne, ce qui devrait bénéficier aux consommateurs. Il débutera à la frontière turco-grecque, passera par le territoire hellénique et l'Albanie pour aboutir en Italie.



Quels sont les enjeux ?

Certains présentent ce choix comme une défaite pour la Commission et plus largement pour l'Europe. Remettons les choses dans l'ordre. Le souci stratégique de l'Union européenne est d'abord de limiter sa dépendance à l'égard de la Russie, qui n'avait pas hésité à couper les robinets en 2009. Parmi les sources alternatives, le gaz d'Azerbaïdjan et celui du Turkménistan transitant par le « Corridor Sud », contournant la Russie et sur lequel s'affrontaient les deux projets de pipelines depuis de nombreuses années, étaient les cibles privilégiées.

L'objectif premier de l'Union européenne, à savoir la diversification des approvisionnements gaziers, est donc atteint. Les deux projets auraient offerts des capacités identiques dans un calendrier comparable. Aussi, José Manuel Barroso s'est-il félicité du choix du TAP dans un communiqué au ton un peu opportuniste, qui rappelait sa ren-

contre de janvier 2011 avec le président Aliyev.

Quelles étaient les faiblesses de Nabucco ?

Nabucco souffrait dès l'origine de principalement deux faiblesses. D'une part, pour contourner le russe Gazprom, il comptait importer le gaz de la mer Caspienne (Azerbaïdjan) et d'Asie centrale (Turkménistan), voire du Kurdistan irakien ou d'Iran. Or, sans Téhéran le débit aurait été insuffisant.

D'autre part, le projet n'était porté par aucune des grandes compagnies gazières européennes, ni par un pays producteur, mais uniquement par les consommateurs et comptait desservir l'ensemble des pays d'Europe centrale. Difficile dans ces conditions de sécuriser les volumes de gaz à livrer. Maintes fois repoussé, Nabucco Gas Pipeline International avait donc révisé ses ambitions à la baisse et le tracé fut réduit de 3300 à 1300 kilomètres – Nabucco Ouest – commençant à la frontière bulgare-turque, direction l'Autriche via les Balkans. Projet donc critiquable, qu'il est inutile de regretter.

Concrètement, quel sera l'impact de TAP et de l'engagement azerbaïdjanais sur l'économie européenne ?

Le projet TAP vient en aide à un maillon faible européen : la Grèce, qui devrait bénéficier d'1 à 2 milliards d'euros d'investissements



directs durant les travaux qui se dérouleront de 2014 à 2018 ; de 2 à 3000 créations d'emplois et du rachat de 67% du réseau de transport énergétique grec DEFS, opérateur du réseau de transport de gaz naturel grec, par la SOCAR, Compagnie nationale pétrolière et gazière d'Azerbaïdjan. Le gouvernement de Monsieur Samaras, qui a tant de mal à attirer des investisseurs, accueille ce nouveau partenaire comme une bouffée d'oxygène inespérée, le délestant ainsi d'une des entreprises publiques privatisables.

Outre la Grèce, y a-t-il d'autres gagnants et éventuellement des perdants du choix de TAP ?

L'Italie voit s'envoler une partie des espoirs du gouvernement de Silvio Berlusconi (qui cultivait une relation privilégiée avec le président russe Vladimir Poutine) de devenir le carrefour énergétique de l'Europe. Il poussait les projets Bluestream et Southstream pourtant critiqués par la Commission européenne. Le pays pourrait, en conséquence, se voir rétrogradé au simple rang de pays de transit. Le premier ministre

Monsieur Letta était donc en visite récemment à Bakou pour démontrer l'intérêt de son pays dans le projet TAP et discuter l'éventualité d'une prolongation vers le nord de l'Europe, qui livrerait le gaz azerbaïdjanais à la Suisse, la Belgique, l'Allemagne les Pays Bas et le Royaume-Uni.

Les pays d'Europe centrale, les plus fortement dépendants du gaz russe - de 80 à plus de 90% pour des pays comme la Pologne, la République tchèque, la Roumanie et la Bulgarie- espéraient beaucoup du tracé de Nabucco. Ils sont toutefois autant victimes des égoïsmes des pays d'Europe occidentale que du choix de TAP.

A ce titre, le projet Northstream, qui fournira directement à travers la Baltique le gaz russe à l'Allemagne, est l'exemple même des incohérences et des insuffisances de l'UE en matière de politique énergétique. En revanche, les pays d'Europe occidentale devraient eux, dans la durée, bénéficier de l'extension et du doublement des capacités de TAP (10 milliards de mètres cubes, 20 milliards à terme). Pour contrer

cette hypothèse, la Russie met en avant son projet de gazoduc South Stream, qui traverse la Mer Noire pour arriver en Bulgarie et desservir la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche.

Pour conclure, comment envisagez-vous l'avenir de l'action de l'Union européenne sur ces projets énergétiques et dans le cadre sa politique de voisinage au Caucase du Sud ?

L'Europe présente le visage d'une Union en désunion où chaque pays joue sa carte personnelle, sur ce sujet comme sur d'autres. La redistribution des cartes à laquelle TAP oblige à procéder, est une opportunité nouvelle offerte aux Européens et à la Commission de poser les bases d'une véritable politique énergétique commune. Au moment où l'Arménie vient d'annoncer son entrée dans l'Union douanière voulue par Moscou, le rôle de pivot joué par l'Azerbaïdjan pour l'approvisionnement en gaz de l'Union européenne oblige à regarder la politique européenne au Caucase sous un jour plus réaliste.

Nous travaillons avec nos entreprises sur des projets très bien définis concernant essentiellement l'agro-alimentaire

André Villiers, Président du Conseil Général de l'Yonne de la région de Bourgogne

Au cours des dernières années, on a souvent évoqué en France l'Azerbaïdjan comme étant la locomotive et la perle du Caucase. Quelle analyse faites-vous du développement économique de ce pays ? Quels sont, selon vous, les principaux facteurs du développement de l'Azerbaïdjan ?



D.R.

L'Azerbaïdjan est un pays en plein essor essentiellement grâce à ses richesses fossiles. Ce qui est le plus frappant cependant lorsqu'on se rend en Azerbaïdjan, c'est que ses dirigeants ont le souci fondamental de pérenniser le développement du pays au-delà de la période actuelle. Le potentiel économique azerbaïdjanais est d'ordre agricole, scientifique, technologique, industriel, touristique, etc. Les bénéfices pétroliers sont très intelligemment utilisés pour développer ces ressources qui existeront toujours, bien après la fin

des champs pétroliers et gaziers.

L'autre caractéristique azerbaïdjanaise, c'est la volonté de se moderniser en maintenant ses fondamentaux culturels et sociaux. L'Azerbaïdjan est un pays marqué par la tolérance religieuse et des traditions fortes. Ses responsables ont vraiment le souci que l'expansion économique actuelle ne vienne pas remettre en cause cette harmonie

séculaire. Différentes religions vivent pacifiquement en Azerbaïdjan et ce pays est un des meilleurs exemples de tolérance dans le monde. L'Azerbaïdjan est d'ailleurs aujourd'hui un centre international sur le dialogue interculturel. Depuis 2010, chaque année, l'élite humanitaire et scientifique internationale vient participer à un important forum consacré au dialogue interculturel et humanitaire. Enfin du point de vue géostratégique, l'Azerbaïdjan est un pays clef dans une région clef. Le pays est à la fois en Europe, en Asie et dans les anciens pays de l'Est. C'est un point de départ stable pour partir à la conquête de marchés très importants.



D.R.

Pouvez-vous nous rappeler en quoi consiste la coopération économique entre l'Azerbaïdjan et l'Yonne ? Avez-vous des projets concrets avec l'Azerbaïdjan et quelle est l'importance de ces projets pour l'Yonne et la France ?

Actuellement, nous travaillons avec nos entreprises sur des projets très bien définis concernant essentiellement l'agro-alimentaire qui est un des points forts de l'Yonne. Les éleveurs du département se sont associés pour remporter un marché complexe au terme duquel 1200 vaches charolaises d'excellence ont été livrées. Elles sont destinées à contribuer au renouvellement du

Le vin rouge azerbaïdjanais "Madrasa", Gandja

Chalet des vignes de la ville de Gandja au Marché International de Reims en novembre 2013





D.R.

Fête internationale de la vigne et du vin de Gandja

cheptel du pays. C'est un partenariat sur le long terme qui a nécessité beaucoup de rencontres techniques et politiques pour que chacune des parties comprenne bien les attentes de l'autre.

Nous sommes aussi en train de construire deux autres projets ambitieux. Le premier consiste à accompagner les viticulteurs azerbaïdjanais dans la reconversion des « usines à vin » en exploitations viticoles de qualité et attractives touristique-ment. Enfin un projet de boulangerie industrielle sera prochainement étudié dans la région de la très ancienne ville de Gandja. Il est à noter que cette très belle cité, la seconde du pays, sera la capitale européenne de la jeunesse en 2016. Elle a remporté ce titre à l'issue d'une compétition particulièrement difficile et je tiens à profiter de cette occasion pour en féliciter nos amis

Fête internationale de la vigne et du vin de Gandja



D.R.

azerbaïdjanais.

Pensez-vous que l'Azerbaïdjan est un pays connu dans les régions françaises ?

Si vous m'aviez posé cette question il y a trois ans, j'aurais certainement répondu négativement, mais aujourd'hui, la situation a changé très rapidement, et ma réponse est beaucoup plus positive. Jour après jour, de plus en plus régions françaises connaissent et s'intéressent à l'Azerbaïdjan.

À cet égard, je tiens à exprimer mes remerciements à Madame Mehriban Aliyeva, la Première Dame de la République d'Azerbaïdjan qui dirige la Fondation Heydar Aliyev et qui fait beaucoup d'efforts pour réaliser des projets concrets développant la coopération culturelle avec la France et ses régions, et faire connaître les richesses culturelles de l'Azerbaïdjan à nos citoyens.

Je tiens aussi à souligner l'efficacité de l'Ambassade de la République d'Azerbaïdjan en France, et concrètement, le dynamisme, la créativité et les efforts importants de M. Elchin Amirbayov, Ambassadeur de la République d'Azerbaïdjan en

France et de M. Elmar Mammadov, Conseiller de l'Ambassade chargé des affaires économiques et de la coopération décentralisée. Pendant ces trois dernières années, ils ont considérablement développé la coopération économique et décentralisée entre l'Azerbaïdjan et la France, et bien sûr avec notre département. J'imagine que le challenge n'était pas évident, mais aujourd'hui beaucoup de touristes français souhaitent visiter ce très beau pays qu'est l'Azerbaïdjan.

Que pouvez-vous conseiller aux entreprises de France et de votre département qui sont intéressées par l'Azerbaïdjan, et en particulier aux PME ?

L'Azerbaïdjan est un pays en pleine mutation. Les dirigeants azerbaïdjanais sont jeunes et très bien formés aux affaires. Ils sont fortement incités par le gouvernement pour avancer vite dans la modernisation du pays. Comme dans tous les autres pays ex-soviétiques, les choses sont parfois plus délicates localement où certains cadres, plus anciens, sont encore marqués par un esprit technocratique hérité de la période communiste. Mais avec l'aide de l'Ambassade d'Azerbaïdjan en France, nous avons eu la chance de rencontrer Monsieur Ilham Aliyev, le Président de la République d'Azerbaïdjan. C'est une personne jeune, dotée d'une personnalité très dynamique et moderne, qui appuie toujours le développement de la coopération de son pays avec la France. Avec son soutien, nous avons eu accès à des personnalités de très haut niveau capables d'enclencher une dynamique positive pour les affaires. Nous nous sommes rendus plusieurs fois sur place en délégation avec nos dirigeants de PME. Ensemble nous avons conçu des projets ambitieux destinés à accompagner le formidable développement économique de l'Azerbaïdjan, ce qui renforcera encore la coopération entre l'Azerbaïdjan et la France.

Le service économique contribue à la recherche de partenaires potentiels

Hervé Sarnelli, Conseiller économique de l'Ambassade de France en Azerbaïdjan

Quelle analyse faites-vous de la présence économique française en Azerbaïdjan ?

La présence française en Azerbaïdjan est particulièrement marquée dans le secteur pétrolier et gazier avec Total qui est partenaire dans le champ Shah Deniz 2 et opérateur d'Absheron. GDF Suez se positionne comme le premier acheteur de gaz du futur développement de Shah Deniz 2. Entrepose, Nexans et Technip ont largement développé leurs activités.

Le gouvernement ayant fait de la diversification économique du pays sa priorité, le secteur non-pétrolier offre de nombreuses opportunités. Nos entreprises interviennent dans les transports ferroviaires et urbains (avec Alstom, Geismar, Systra et Thales), aériens (Airbus, Eurocopter). L'expertise française dans le domaine des technologies des communications, y compris spatiales, est particulièrement recherchée ; le premier satellite de télécommunication d'Azercosmos a d'ailleurs été lancé par la fusée Ariane depuis Kourou, en février 2013. Le secteur agroalimentaire est en pleine expansion : Lactalis, Danone et plusieurs sociétés dans le domaine viti-vinicole sont présentes. Compte tenu de la volonté politique d'inscrire la croissance du pays dans une perspective de développement durable, l'environnement et les énergies nouvelles sont des secteurs porteurs, comme en atteste le succès récent de la CNIM sur la ville de Bakou (traitement des déchets et production d'électricité). La modernisation de la capitale, qui va s'accélérer en vue de l'organisation en 2015 des premiers jeux européens, offre des débouchés prometteurs. Les boutiques françaises de grands couturiers fleurissent dans la ville. Par ail-



D.R.

leurs, un fort potentiel existe dans le domaine touristique qui pourrait susciter l'intérêt de plusieurs entreprises françaises, notamment du secteur des sports d'hiver.

Quel est le dispositif d'appui aux entreprises françaises sur place et comment fonctionne-t-il ?

Sur place le dispositif repose sur le service économique de l'Ambassade. Sa mission est centrée sur l'accompagnement des grands contrats, le suivi macroéconomique, notamment commerce extérieur et investissements, et la relation avec les autorités nationales et des organisations internationales. Il peut être à l'initiative d'opérations comme l'organisation récente d'un séminaire de présentation de l'offre de la filière sportive française ; celui-ci a permis de présenter un bel échantillon de 25 entreprises françaises au comité d'organisation des premiers jeux européens, qui auront lieu à Bakou en 2015.

Le service économique intervient en appui du bureau UbiFrance d'Istanbul à qui sont confiées les actions d'approche et d'accompagnement des PME françaises sur le marché azerbaïdjanais. Dans ce cadre, le service économique contribue à la recherche, l'identification, le contact de partenaires potentiels.

Aujourd'hui un club d'affaires informel rassemble les principales entreprises françaises installées en Azerbaïdjan mais cette organisation ne permet pas encore de répondre efficacement aux demandes croissantes des sociétés françaises désireuses de travailler sur ce marché. La future chambre de commerce franco-azerbaïdjanais, dont la création est en gestation, devrait permettre de mieux coordonner avec UbiFrance le soutien aux PME intéressées par l'Azerbaïdjan.

La promotion de l'attractivité du territoire français et l'encouragement aux investissements azerbaïdjanais en France font-ils également partie de vos missions ?

Conformément à nos instructions ministérielles, le service économique est bien entendu mobilisé aussi sur la promotion de l'attractivité du territoire français. L'intérêt des Azerbaïdjanais est croissant. Un investissement majeur (135 M €) s'est concrétisé fin décembre 2012 avec le rachat du complexe immobilier « 8 Place Vendôme » à Paris par SOFAZ, le fonds souverain pétrolier de l'Azerbaïdjan. Les secteurs d'investissements azerbaïdjanais potentiels en France sont multiples comme en atteste la récente prise de participation de président du FC Bakou dans le club de football du RC Lens. Le service économique en liaison avec l'AFII et les régions françaises peut faciliter les visites d'investisseurs azerbaïdjanais en France, comme ce fut, notamment le cas cette année en Lorraine et en Rhône Alpes.



D.R.

Le vin blanc azerbaïdjanais "Sadilli", Gandja

Le vins de Qabala



D.R.



Notre principal objectif économique est la promotion des exportations non-énergétiques azerbaïdjanaises

Elmar Mammadov, Conseiller de l'Ambassade de la République d'Azerbaïdjan en France, chargé des affaires économiques et de la coopération décentralisée

Quelles sont vos priorités sur le plan économique ?

Le défi majeur pour notre économie concerne la relance du non-énergétique : il existe un grand potentiel qui n'est pas encore exploité. Ceci devrait permettre d'assurer le développement de régions et de villes entières, mais aussi de plusieurs sphères de notre économie, comme l'aérospatial, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les énergies renouvelables, l'agriculture, le tourisme et les transports.

Pour y parvenir, deux programmes de développement socio-économique régionaux, couvrant respectivement les années 2004-2008 et 2009-2013 ont été mis en place à l'initiative du Président de la République d'Azerbaïdjan, Monsieur Ilham Aliyev. Les investissements engagés par l'Etat, conjointement avec ceux provenant du secteur privé et de l'étranger, ont permis la création dans des régions et les villes d'Azerbaïdjan de plus 1,2 million d'emploi et, par conséquent, l'accroissement important de niveau de vie de la population locale.

Chaque année, les autorités de notre pays définissent un secteur prioritaire et se focalisent sur son déve-



veloppement. Ainsi, l'année 2010 fut celle de l'écologie et de l'environnement ; 2011, celle du tourisme ; 2012, celle du sport ; 2013, celle de l'information et de la communication. L'année 2014 est dédiée à l'industrie. En outre, au mois de décembre 2012, les autorités azerbaïdjanaises ont élaboré la stratégie de développement appelée : « L'Azerbaïdjan en l'an 2020 : regard vers l'avenir ». Ce document est devenu une sorte de feuille de route pour la période considérée. Nos défis à l'horizon 2020 portent sur la dynamisation et l'accroissement du secteur non-énergétique de l'économie nationale, corollaire du développement des sciences et des nouvelles technologies ; mais également, sur l'augmentation jusqu'à 10 000 € du PIB par habitant, l'accroissement rapide du volume des exportations des produits du secteur non-énergétique afin d'assurer le taux de croissance annuel du PIB par habitant, au-delà de 7%. La population devrait croître de 1,1% par an d'ici 2020 : à cette date, l'Azerbaïdjan comptera 10,2 millions d'habitants.

Proclamée comme étant celle de l'industrie, l'année 2014 est placée sous

l'auspice des réformes structurelles. Ainsi, le Ministère du Développement Economique a été remplacé par le Ministère de l'Economie et de l'Industrie de la République d'Azerbaïdjan.

De surcroît, nous avons fixé parmi les priorités pour l'année en cours le développement progressif des sphères dites traditionnelles du secteur non-énergétique telles que : l'industrie chimique, la métallurgie, l'industrie mécanique, l'électrotechnique, l'électronique, l'industrie légère, l'industrie agro-alimentaire ; mais également l'encouragement à la création et à l'évolution des secteurs industriels considérés comme étant particulièrement compétitifs.

La création d'entreprises basées sur l'utilisation de technologies novatrices sera d'avantage stimulée de même que leur implantation dans des zones industrielles spécialisées. Le développement des infrastructures industrielles dans les zones économiques, s'inscrivant dans le cadre du programme de stimulation du secteur non-énergétique, fera évidemment partie des priorités dans l'application de la politique d'investissement mise en place par l'Etat azerbaïdjanais. A cet égard, et compte tenu du potentiel économique de chaque région, l'Azerbaïdjan est favorable à la création de zones économiques spéciales accueillant les sites industriels du futur, comme ceux de Soumgaït pour le traitement des produits pétrochimiques, de Balakhany pour le traitement des déchets, et de Gandja, pour le traitement des métaux (aluminium notamment).

S'inscrivant toujours dans l'optique de la valorisation du secteur non-

énergétique, notre gouvernement accordera une attention toute particulière au développement du secteur agro-alimentaire à la lumière de l'accroissement des mesures liées à la sécurité alimentaire. L'objectif fixé consiste à mettre en place une série de mesures permettant de multiplier le nombre et de renforcer la productivité des entreprises agro-alimentaires, qui pourront conjuguer à la fois la technologie de pointe avec le savoir-faire aussi bien local qu'étranger.

A l'heure actuelle, nous sommes favorables à la réalisation de projets industriels de grande envergure, comme le chantier naval à Bakou, l'usine d'urée à Soumgaït, des complexes industriels (sidérurgie, pétrochimie, pétrole-gaz, etc.), avec la participation notamment du secteur privé.

Le souci de mieux connaître votre pays nous amène à nous intéresser à la ville de Gandja, deuxième agglomération de l'Azerbaïdjan, connue pour avoir accueilli la fête internationale de la vigne et du vin avec la participation de la France par le biais de ses PME. Pouvez-vous nous en dire davantage ?

L'Azerbaïdjan est connu depuis l'antiquité pour ses traditions viticole et viticole et l'Etat, désireux de maintenir cette activité, a adopté récemment un programme de développement de ce secteur, qui couvre les années 2012-2020.

Pour la seconde année consécutive, la deuxième agglomération d'Azerbaïdjan, la ville de Gandja, a accueilli en 2013 la fête internationale de la vigne et du vin. Les 1 et 2 novembre derniers, la ville a accueilli plus de 40 entreprises locales et étrangères ainsi que 1 200 participants, dont 200 étaient des invités étrangers. Le directeur général de l'Organisation internationale de la vigne et du vin a pris part à cette manifestation, en intervenant lors d'un colloque organisé en marge de cet événement. La fête a contribué à l'établissement de contacts entre les producteurs locaux

et leurs homologues étrangers, permettant dans une large mesure de promouvoir le développement du secteur touristique de l'une des plus anciennes cités, qui fut la première capitale de l'Azerbaïdjan au début du XXe siècle.

Je souligne, au passage, que la ville de Gandja a donné naissance aux poètes et lettrés azerbaïdjanais de renommée mondiale tels que Nizami Gandjavi (1141-1209) et Mahsati Gandjavi (1089-1159). En raison de sa situation sur la Route de Soie, Gandja fut, dans le passé, le véritable centre économique, politique et culturel de l'Azerbaïdjan et du Caucase, devenant au début du XXe siècle la première capitale de la République Démocratique d'Azerbaïdjan.

Et finalement, je voudrais vous informer que la ville de Gandja et son université vont coopérer très activement avec plusieurs villes, régions et universités de la

France et le 21 novembre 2013, à la suite d'une compétition particulièrement ardue qui s'est tenue à Thessaloniki (Grèce), la ville de Gandja a remporté le titre de Capitale européenne de la jeunesse (CEJ) en 2016.

Quelle est, par ailleurs, la spécialisation économique des autres villes d'Azerbaïdjan ?

Plusieurs villes d'Azerbaïdjan sont toutes aussi belles, touristiques et attirantes, les unes que les autres. Si la ville de Nakhitchevan se distingue par l'essor de l'industrie et de l'agriculture, la cité est bien connue en raison du développement des activités de l'art populaire telles que la poterie, la ferronnerie, la tapisserie, le textile, l'orfèvrerie, etc. Une autre ville de l'Azerbaïdjan, connue pour sa contribution majeure à la production de l'énergie électrique du pays, Mingachevir, est réputée pour sa batellerie.

Sur le littoral de la mer Caspienne, la ville de Soumgaït est l'un des prin-



cipaux centres industriels du pays. Située au nord de l'Azerbaïdjan, l'agglomération de Qusar, connue pour le ski alpin, possède une station moderne dotée d'un équipement de pointe, accueillant chaque année des milliers de touristes. Dans la ville de Quba, avoisinant Qusar, rendue célèbre pour ses pommes de qualité, se tient annuellement la fête de la pomme. Un autre centre touristique du pays, la cité de Qabala, a inauguré cette année une station du ski, perpénisant également la tradition

Publicité d'événements dédiés au 900e anniversaire de l'oeuvre de la poétesse azerbaïdjanaise du XIIe siècle, Mahsati GANDJAVI dans le cadre du projet de Fondation Heydar Aliyev



d'organisation de festival annuel de la musique classique. L'agglomération de Göyçay est réputée pour ses grenades savoureuses, qui font

Station du ski à Qusar

l'objet d'une festivité annuelle. Voisine de Gandja et située à côté du lac d'une beauté légendaire, la ville de Göygöl est célèbre pour ses vins. Une autre ville, Tovuz, est spécialisée principalement dans la viticulture, produisant des spiritueux (brandy), provenant du raisin.

Se trouvant à l'heure actuelle sous occupation de l'Arménie voisine, l'une des plus anciennes cités d'Azerbaïdjan, la ville de Khankendi, située dans la région du Haut-Karabakh d'Azerbaïdjan, s'est toujours distinguée par le développement de l'industrie et de l'agriculture, mais également, de l'élevage de ses che-

Cave des vins, la ville de Göygöl



Vue de la vieille ville de Bakou à la Tours de Flamme





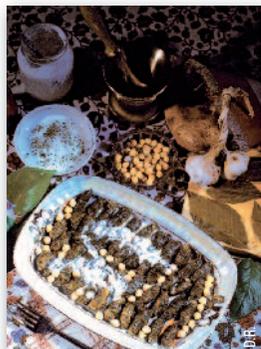
Au dessus :
Forteresse de
Choucha à Haut-
Karabakh région
d'Azerbaïdjan

À droite : Jardin de
Khan à Gandja



Le vin rouge
azerbaïdjanais
"Sept Beautés",
Gandja

Exemple de cuisine
national, Dolma
aux feuilles de
vigne farcies
(En Azerbaïdjanais
Dolma signifie
farci)



laquelle, en 2012, nous avons dû lancer le projet-culturel de la Fondation Heydar Aliyev appelé « Les valeurs culturelles de la Perle du Caucase : l'Azerbaïdjan », qui visait à promouvoir une meilleure connaissance de la culture, la cuisine, et les traditions riches de notre pays auprès des habitants des provinces françaises. Nous avons ainsi organisé des manifestations culturelles, comprenant un concert et des expositions,



dans 20 villes de France. Et je dois vous avouer, que notre projet a été très bien accueilli dans ces villes ; et forts de ces succès, nous souhaitons évidemment poursuivre cette heureuse expérience dans les autres villes du pays.

Quels sont les objectifs économiques que vous vous êtes fixés en France?

Nous souhaitons développer les relations économiques bilatérales, basées sur les principes de l'intérêt réciproque et de l'égalité de droits. Nous nous efforçons de parvenir à une meilleure diffusion de l'information en France sur : le potentiel économique et touristique de l'Azerbaïdjan ; les capacités exportatrices de notre pays en direction notamment du marché français ; les moyens de faciliter un afflux des touristes français afin de les accueillir chez nous dans des meilleures conditions possibles ; les moyens d'accélérer notre coopération bilatérale dans les domaines de l'industrie agroalimentaire (compre-

nant la viticulture et l'élevage), des technologies de l'information et de la communication (TIC), du secteur non-pétrolier, des énergies renouvelables, du secteur aérospatial, tout en stimulant l'entrée des capitaux et du savoir-faire français en Azerbaïdjan. Nous nous sommes

d'ores et déjà engagés sur cette voie. A titre d'exemple, notons qu'en 2012, à la suite de la célèbre fête du vin et de la vigne de Gandja, une entreprise azerbaïdjanais, basée à Tovuz, et son homologue français de Poitou-Charentes sont parvenus à un accord pour la création d'une co-entreprise et la production en France de jus de grenade. Ce fut un signe fort en termes de développement de notre coopération bilatérale, basée sur un intérêt

réciproque, sachant notamment que le jus de grenade azerbaïdjanais, labellisé bio, est d'une qualité nettement supérieure à

celle des produits identiques déjà présents sur le marché, selon l'avis des experts. L'objectif est de commercialiser le jus de grenade aussi bien en France que dans l'Union européenne. Un autre exemple qui me vient à l'esprit concerne les vins azerbaïdjanais. À l'issue des deux éditions de la fête de la vigne et du vin de Gandja, la délégation française avait hautement apprécié la qualité des produits de notre terroir en suggérant, par ailleurs, d'appuyer fortement les efforts de marketing et de publicité afin de faciliter leur entrée sur le marché européen. L'année passée, aussi bien à Paris que dans diverses régions de France, à l'occasion des marchés de Noël, la diffusion et la vente des vins en provenance d'Azerbaïdjan a reçu un accueil favorable, ce dont nous nous réjouissons.

Je dois dire que l'Ambassade reçoit régulièrement des demandes relatives à la réalisation de projets d'investissements azerbaïdjanais en France. Nous examinons avec beaucoup d'intérêt toutes les propositions, en fixant évidemment notre choix en fonction de nos besoins économiques immédiats et futurs. Enfin, profitant de l'occasion ici présente, j'adresse l'invitation en direction des touristes et des hommes d'affaires français, en leurs disant ceci : « Soyez les bienvenus en Azerbaïdjan ! »

Notre mission est de contribuer au développement des relations commerciales mais aussi des investissements réciproques

Jean Perrin, Président Honoraire de la Chambre de Commerce France-Azerbaïdjan (CCFAz), Premier Ambassadeur de France en République d'Azerbaïdjan

Pouvez-vous nous présenter les objectifs et les missions de la CCFAz ?

La Chambre de Commerce France-Azerbaïdjan a été créée juste après l'Indépendance de l'Azerbaïdjan au début des années 90 et à eu l'honneur d'être inaugurée en 1994 par le Président Azerbaïdjanais Heydar Aliyev, qui était très attaché à l'instauration de liens durables avec la France. Son but tel que défini dans ses statuts est le développement des

relations économiques entre la France et l'Azerbaïdjan et l'approfondissement des liens d'amitié entre ces deux pays. Notre rôle direct est de développer entre eux des relations d'affaires et de répondre au grand intérêt que nous sentons de part et d'autre. Nous Français avons la grande chance de bénéficier d'un fort capital de sympathie en Azerbaïdjan sur lequel il faut s'appuyer pour déve-



lopper des relations de confiance et de coopération durable. La mission de la CCFAz est de contribuer au développement des relations commerciales entre la France et l'Azerbaïdjan qui ne sont pas aujourd'hui à la hauteur du potentiel mais aussi des investissements réciproques.



Montagne Ilandagh
à Julfa,
Nakhitchevan
région
d'Azerbaïdjan

Catherine Mantel, Présidente de la Chambre de Commerce France-Azerbaïdjan (CCFAz)

Quelles initiatives envisagez-vous de prendre afin de renforcer les relations d'affaires entre l'Azerbaïdjan et la France?

Les relations d'affaires sont aujourd'hui dominées par le secteur pétrolier et gazier et c'est naturel compte-tenu de la richesse en hydrocarbures de l'Azerbaïdjan et du profil de son économie. Le secteur parapétrolier français a sûrement encore à se faire mieux connaître dans ce pays. Au-delà, nous souhaitons soutenir le développement de la coopération entre la France et l'Azerbaïdjan dans des secteurs clés comme le tourisme, les secteurs agricole (viticole en particulier) et agro-alimentaire, la santé, et aussi mettre en avant les savoir-faire et les offres de qualité industrielles françaises en matière de génie civil, transports (pour le métro de Bakou en particulier), aéronautique civile (hélicoptères, équipements de contrôle), gestion et traitement de l'eau, des déchets. Les secteurs du luxe et des métiers d'art sont déjà bien présents en Azerbaïdjan, mais ils

méritent sûrement d'être encore développés. Bakou sera l'hôte des premiers jeux olympiques européens en 2015. Là encore, l'offre française dans le sport est exceptionnelle et trouvera certainement à s'exprimer à cette



possibilités économiques dans le but de faire des affaires en Azerbaïdjan et en France. A ce titre, nous souhaitons informer vos lecteurs que le Président Hollande se rendra en Azerbaïdjan les 11 et 12 mai

prochain; il inaugurera en particulier la CCI AF et il participera à un Forum d'Affaires à Bakou. Cette visite, la première du Président Hollande depuis son élection, ne pourra que renforcer les liens et je ne doute pas qu'elle donnera un coup d'accélérateur décisif aux investissements réciproques entre nos deux pays et je voudrais également rappeler que l'Azerbaïdjan est un pays qui bénéficie d'un héritage culturel extrêmement riche que j'encourage vos lecteurs à découvrir en même temps qu'ils y feront des affaires. Toute entreprise peut adhérer à la Chambre et prendre contact avec Mme. Mirvari Fataliyeva, chargée des relations extérieures de la CCFAz par courriel à l'adresse suivante : contact@ccfaz.com

prochain; il inaugurera en particulier la CCI AF et il participera à un Forum d'Affaires à Bakou. Cette visite, la première du Président Hollande depuis son élection, ne pourra que renforcer les liens et je ne doute pas qu'elle donnera un coup d'accélérateur décisif aux investissements réciproques entre nos deux pays et je voudrais également rappeler que l'Azerbaïdjan est un pays qui bénéficie d'un héritage culturel extrêmement riche que j'encourage vos lecteurs à découvrir en même temps qu'ils y feront des affaires. Toute entreprise peut adhérer à la Chambre et prendre contact avec Mme. Mirvari Fataliyeva, chargée des relations extérieures de la CCFAz par courriel à l'adresse suivante : contact@ccfaz.com

Centre d'Affaires à
Bakou





La ville de Gandja souhaite développer des systèmes de transport écologiques et innovants tels que le tramway sur pneus Translohr

Olivier Bachelet, directeur général de NewTL (tramway sur pneus Translohr)

Pouvez-vous nous présenter le tramway sur pneus Translohr, produit phare de la société NewTL ?

Le Translohr est une technologie innovante 100% française, développée et assemblée par NewTL (anciennement par Lohr Industrie) dans la région de Strasbourg (230 salariés, 330 d'ici 2014), détenue par ALSTOM (51%) et le FSI (fonds d'investissement public dépendant du ministère français des Finances, 41%).

Le Translohr s'inscrit dans la nouvelle génération des systèmes de transport guidés électriques. Véritable outil de reconquête de l'espace urbain et de transformation profonde de la ville et de son usage, il offre une facilité d'insertion unique grâce à sa manœuvrabilité et à son gabarit à taille humaine, et une économie importante sur ses coûts de réalisation.



D.R.

Ainsi, une ville qui souhaite un système de transport adapté à l'environnement urbain, moderne, disponible et non polluant appréciera les avantages que propose le système sur pneus :

- silence de fonctionnement qui permet d'installer la ligne de tramway à proximité de bâtiments historiques et d'habitations sans gêner les habi-

tants ni transmettre les vibrations aux constructions à proximité ;

- rapidité de l'installation de l'infrastructure : grâce à son infrastructure de type routier et à la simplicité de son installation, la ligne de Translohr peut se réaliser dans les délais qui correspondent aux exigences d'une ville en pleine croissance ;

- rayon de giration très court, gabarit optimisé, franchissement de fortes pentes : grâce à son guidage permanent et intégral par rail central, le Translohr a besoin de moins de 5,20 m pour une exploitation en voie double, et de moins de 2,50 m en voie simple, ce que lui permet de passer facilement dans les rues étroites ainsi que de laisser plus de place pour les voitures, vélos et piétons dans les avenues spacieuses ;

- plancher bas intégral, qui facilite l'accès à tous les passagers, en particulier aux personnes à mobilité réduite, les personnes âgées ou parents avec poussettes ;

- traction entièrement électrique,

La ville de Gandja



D.R.



La ville de Gandja, capitale de la jeunesse européenne en 2016

D.R.

sans aucune émission polluante. C'est donc à la fois pour ses performances en insertion mais aussi le coût d'investissement économique de son système (principalement dû à une infrastructure légère et à une durée de vie de 30 ans), que le Translohr est présent au niveau mondial.

Justement, quelles sont aujourd'hui les principales références du système Translohr ?

Six agglomérations, à la situation et à la topographie très différentes, exploitent déjà leurs réseaux de tramway avec le Translohr :

- Clermont-Ferrand (France, en service depuis 2006, plus de 7 ans de retour d'expérience réussie),
- Padoue (Italie, en service depuis 2007),
- Tianjin (Chine, en service depuis 2007),
- Shanghai (Chine, première ligne inaugurée le 31 décembre 2009),
- Venise-Mestre (Italie, dont le premier tronçon a été mis en service en décembre 2010 et dont le lien avec le continent sera terminée mi - 2014),
- Saint Denis-Sarcelles en région parisienne (le Translohr est la solution retenue par la RATP pour équiper sa première ligne parisienne de tramway sur pneus, en service depuis juillet 2013). Deux lignes sont en cours de réalisation :
- Châtillon-Viroflay, ligne de

14 km située au sud-ouest de Paris, également réalisée pour la RATP et qui sera mise en service en 2014),

- Medellin (Colombie, mise en service début 2015).

Enfin, de nombreux projets sont actuellement en cours d'études avec la solution Translohr en Europe, en Amérique Latine et en Asie.

Quels sont vos motivations et vos perspectives pour le développement des projets de transports publics en Azerbaïdjan ?

Pour nous, il s'agit du pays de la région du Caucase qui connaît la plus forte croissance économique. Le pays attire le business international et adapte l'environnement urbain à ce développement. Bakou constitue bien entendu le pôle d'attraction économique principal, mais aussi Gandja, deuxième ville du pays, agglomération à très fort potentiel en termes de développement et de modernisation économique. Gandja a été élue la capitale européenne de la jeunesse 2016, ce que va donner une accélération complémentaire au développement de la ville et de la région. Début 2013, nous avons rencontré, grâce à l'aide de l'Ambassade d'Azerbaïdjan à Paris, le maire de Gandja et ses équipes afin d'établir des premiers échanges sur le projet de réalisation d'une ligne

de tramway desservant le cœur de ville et sa périphérie. La ville et le maire souhaitent développer des systèmes de transport écologiques et innovants tels que le tramway sur pneus Translohr qui est un transport électrique, non agressif pour le milieu urbain et non-polluant, ainsi que le vélo (la réalisation de pistes cyclables est prévue en parallèle du projet de tramway). Notre coopération avec la ville durant 2013 a été très fructueuse puisqu'un Protocole d'Accord Préliminaire entre la ville et les futurs partenaires pour la réalisation de ce projet a été signé dès novembre. De notre côté, nous nous préparons à développer toutes nos efforts pour que la ville historique et natale du grand poète et philosophe azerbaïdjanais du XII siècle de la période de la Renaissance Orientale, Nizami Gandjavi, la ville de Gandja qui sera capitale de la jeunesse européenne en 2016, puisse accueillir l'ensemble de la jeunesse européenne avec un système innovant de nouvelle mobilité.

Monument du grand poète et philosophe azerbaïdjanais du XII siècle NIZAMI GANDJAVI à Bakou



D.R.



En Azerbaïdjan, il y a un très grand respect des contrats signés

Michael Borrell, Senior Vice President Continental Europe and Central Asia, Exploration & Production, Total S.A

Pouvez-vous nous présenter l'activité du groupe Total en Azerbaïdjan ?

Le groupe Total est présent en Azerbaïdjan depuis le début des années 90, juste après l'indépendance du pays. Total détient 10 % de participation dans le contrat de partage de production de Shah Deniz, dont BP est l'opérateur avec 25,5 %. Les autres partenaires sont Statoil (25,5 %), Nico (Iran, 10 %), Lukoil (10 %), TPAO (Turquie, 9 %) et la société nationale pétrolière et gazière azérie Socar (10 %).

Il s'agit d'un champ à gaz en mer dont la production commerciale de gaz et de condensats a démarré en décembre 2006 pour la Phase 1. En 2012, Shah Deniz Phase 1 a produit 7,8 milliards de mètres-cubes et 16,1 millions de barils de condensats. La décision de lancer la Phase 2 est attendue à la fin de l'année. Elle vise à produire 16 milliards de mètres-cubes de gaz par an à compter de mi-2018.

Depuis février 2009, Total est opérateur sur le bloc d'Absheron sur lequel un puits d'exploration, particulièrement difficile sur le plan technique, a été terminé avec succès en août 2012. Ce bloc est situé



en mer Caspienne à 100 km de Bakou, par une profondeur d'eau de 500 m. Les partenaires sont Total (40 %), Socar (40 %) et GDF-Suez (20 %). Total a annoncé en septembre 2011 une découverte de gaz de taille significative sur ce bloc et nous sommes en cours de préparation du Plan de Développement. Nous visons une production au-delà de 2020.

Mais votre présence ne se limite pas à l'exploration et à la production d'hydrocarbures...

Par ailleurs, Total détient des participations de 10% et 5% respectivement dans le gazoduc « South Caucasus Pipeline » (SCP) et l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) afin de bien assurer l'exportation de sa part de production du champ de Shah Deniz.

Le groupe Total est également présent en Azerbaïdjan au travers de sa filiale de trading pour des achats de

pétrole brut et de ses filiales et distributeurs pour des ventes de lubrifiants pour moteurs. Enfin, Total est un acteur du secteur social et culturel en Azerbaïdjan. Nous avons en particulier développé un programme de formation d'étudiants azerbaïdjanais par le biais de bourses d'études dans le secteur pétrole et gaz principalement, en partenariat avec SOCAR.

Quels sont vos principaux projets d'investissement ?

Notre première priorité est de préparer le développement d'Absheron. Nous travaillons actuellement, en commun avec SOCAR, au schéma de développement du champ. Pour mener à bien ce développement et face au manque d'appareil de forage présents dans la mer fermée qu'est la Caspienne, nous sommes en discussion avec SOCAR et sa filiale de forage « Caspian Drilling Company » (CDC) pour la construction d'un nouvel appareil de forage de type



La ville de Qabala

semi-submersible dans le chantier naval de Bakou, qui représente un investissement de plusieurs centaines de millions de dollars.

Fort de ses bons résultats sur Absheron qui démontrent ses compétences techniques dans ce type d'environnement, Total souhaite également accroître sa participation dans l'Exploration-Production en



Azerbaïdjan et élargir son partenariat avec la compagnie nationale SOCAR.

Quelle appréciation portez-vous sur l'Azerbaïdjan ?

Il ne faut pas minimiser les défis techniques que représentent les projets pétroliers et gaziers en mer Cas-

pienne azerbaïdjanaise et particulièrement les forages (présence de volcans de boues en particulier et fonds instables) mais Total a des technologies et des savoir-faire bien adaptés à cet environnement. Les coûts des projets sont élevés et l'économie des projets parfois difficile à trouver du fait de l'éloignement des marchés.

Mais je veux souligner la très grande stabilité des conditions faites aux investisseurs étrangers en Azerbaïdjan et la fiabilité des partenaires azerbaïdjanaise. Il y a un très grand respect des contrats signés et c'est un des atouts de l'Azerbaïdjan. C'est un pays avec une longue tradition industrielle qui, dans le secteur pétrolier, remonte au milieu du 19ème siècle quand l'Azerbaïdjan était le premier producteur de pétrole au monde. Cela rend les discussions entre professionnels particulièrement constructives.

Région Qax de l'Azerbaïdjan, qui se nomme la Suisse de Caucase

Lac bleu (Göy-göl) près de la ville de Gandja et Goygol



Conviction à partager

Et si la préparation d'un avenir énergétique durable était aussi liée à la découverte de nouvelles ressources pétrolières et gazières ?

Les ressources pétrolières et gazières sont encore importantes, mais pour satisfaire une demande croissante et construire l'avenir, Total continue à faire des découvertes significatives, poursuit en permanence ses efforts pour accroître les réserves des champs de pétrole et de gaz en production et innove pour mobiliser et exploiter de nouvelles ressources d'énergies fossiles. Mais parce que le pétrole et le gaz sont précieux, il sera nécessaire de concentrer principalement leur usage là où il est le plus difficile à substituer : les transports et la pétrochimie.

www.total.com



L'énergie est notre avenir, économisons-la !



L'Azerbaïdjan offre un excellent environnement des affaires pour les investisseurs étrangers

Hafiz Mammadov, Président du Groupe Baghlan

Etant un home d'affaires bien connu, comment analysez-vous l'environnement des affaires dans votre pays?

Très positif. J'ai conduit des affaires depuis plus de vingt ans. Je dois noter qu'après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Azerbaïdjan, comme beaucoup d'autres pays, a dû traverser des périodes difficiles. L'économie de notre pays a été fracassée, les hommes d'affaires ont été dispersés un peu partout. Et cela, en plus de l'agression de l'Arménie contre notre pays, l'occupation de terres et la complication de la guerre. Le retour de Heydar Aliyev au pouvoir a sauvé l'Azerbaïdjan. Son œuvre maîtresse a été de développer sans relâche le pays, de reconstruire et de développer l'économie détruite, afin d'apporter la prospérité au pays. Les succès accomplis à la fois dans le domaine de la politique intérieure et de la diplomatie ont été reconnus dans le monde entier. Il est agréable de constater qu'Ilham Aliyev, qui est arrivé au pouvoir en 2003, a continué et accentué cette politique avec succès. Beaucoup d'hommes d'affaires se sont vu offrir les conditions nécessaires. Aujourd'hui, non seulement les entrepreneurs locaux mais aussi les investisseurs étrangers viennent en Azerbaïdjan et investissent sans hésitation. Ils bénéficient de toutes les conditions requises pour une activité convenable et productive. Je visite différents pays à titre personnel ou dans le cadre de mes affaires. Je vous assure que même beaucoup de pays développés n'offrent pas des conditions aussi productives que les nôtres. Les hommes d'affaires ressentent en permanence l'attention de l'État qui les appuie de différentes manières.



Aujourd'hui, chaque homme d'affaires de même que les citoyens du pays se sentent fiers de l'Azerbaïdjan et sont complètement satisfaits des conditions créées dans tous les secteurs. Naturellement, notre pays souffre de pénuries dans plusieurs domaines comme d'autres pays et l'État stimule en permanence les opportunités d'affaire pour les éliminer.

Vous êtes le président du Bakou football club depuis 2004. Nos lecteurs souhaiteraient en savoir davantage sur votre intérêt pour le football.

Comme je l'ai indiqué auparavant, nous avons enregistré des succès dans plusieurs domaines après que l'économie du pays ait commencé à se développer. Cela inclut le sport. L'Azerbaïdjan a été reconnu et remarqué comme un pays sportif. Je veux souligner que le président de l'Azerbaïdjan est en même temps le président du Comité olympique national. Grâce à son attention et à sa sollicitude, notre pays a accueilli nombre de compétitions internationales. De fait, les performances des athlètes azerbaïdjanais lors des jeux olympiques se sont améliorées depuis 2000. Nous pensons que cette croissance va continuer au cours des prochaines années. Cette frénésie sportive nous a

conduits vers le football. J'ai toujours aimé le sport et spécialement le football. Néanmoins, j'ai raté beaucoup d'événements à cause de mon emploi du temps chargé au cours des sept dernières années. L'engouement des hommes d'affaires pour le football a commencé en 2004. D'abord, nous avons pris en charge le parrainage du club « Dynamo ». Le nom, l'image et les objectifs de l'équipe ont été changés. Comme le club représentait notre capitale, nous lui avons donné le nom magnifique de Bakou. La Tour de la Vierge, préservée depuis le 9ème siècle qui décore notre ville de Bakou a été utilisée comme notre emblème. On la retrouve même dans notre logo. « Bakou » a trouvé une place parmi les participants dès la première saison et a remporté la coupe d'Azerbaïdjan. Nous avons gagné deux fois le championnat d'Azerbaïdjan et trois fois la coupe nationale au cours des neuf dernières années.

Vous êtes également Co-Président du RC Lens...

Nous avons toujours eu une sympathie particulière pour la France et son football. De nombreux grands joueurs français sont devenus des idoles pour les amateurs de football azerbaïdjanais.

Personnellement, je me rends dans votre pays pour les vacances, particulièrement en été et j'en suis très content. A l'occasion d'un séjour en France, j'ai rencontré Gervais Martel, l'ancien et maintenant, de nouveau, président du RC Lens. J'ai été très intéressé par ce club, tout en étant attristé de sa situation. Nous avons signé le contrat historique de rachat à Paris. Mon premier objectif est le retour du club en première division. Je souhaite que le RC Lens renoue avec son passé glorieux.



La loi sur la protection des investissements étrangers offre un grand nombre de protections et de garanties

James Hogan, Associé Gérant du cabinet d'avocats Dentons à Bakou

Quelle appréciation portez-vous sur les conditions juridiques de l'investissement étranger en Azerbaïdjan ?

L'Azerbaïdjan a adopté la plupart des bases juridiques nécessaires pour attirer les investisseurs étrangers et aujourd'hui toute transaction peut être effectuée sur la base du droit azerbaïdjanais. L'établissement d'un cadre législatif stable en matière d'investissements étrangers est, en effet, une condition préalable indispensable pour gagner la confiance des investisseurs étrangers désireux d'exploiter les énormes richesses naturelles du pays. L'activité des investisseurs étrangers est principalement régie par la loi sur la protection des investissements étrangers du 15 janvier 1992, qui offre un grand nombre de protections et de garanties. Parmi les protections spécifiques, on peut citer notamment le traitement national unique, le rapatriement de bénéfices, la protection contre les nationalisations et réquisitions, une garantie de stabilité du cadre juridique pendant un délai de 10 ans et le recours à l'arbitrage international. Des avantages supplémentaires peuvent être octroyés aux investisseurs étrangers et aux entreprises ayant investi dans certains secteurs prioritaires de l'économie d'Azerbaïdjan, y compris dans les zones économiques spéciales. Les projets en cours, comme le nouveau Parc Industriel Chimique de Sumgait et le futur complexe de raffinage et de la pétrochimie (OGPC) à Garadagh (17 milliards USD), accorderont des avantages intéressants aux investisseurs qualifiés.

Qu'en est-il des procédures d'enregistrement des sociétés ?

Un investisseur peut choisir d'avoir une activité restreinte sur le territoire de l'Azerbaïdjan par le biais de



bureaux de représentation ou de succursales, ou bien d'être présent de manière permanente sur le territoire en créant une filiale (y compris détenue à 100 %), quelle que soit la forme choisie. A ce propos, l'Azerbaïdjan a grandement facilité le processus pour l'enregistrement des sociétés. Depuis 2008, les personnes morales ainsi que les succursales et les bureaux de représentation sont enregistrés auprès du ministère des Impôts, qui s'occupe également de l'enregistrement auprès du Comité des statistiques, des autorités fiscales et du Fonds de protection sociale (système à « guichet unique »). Aujourd'hui, le processus complet d'enregistrement ne prend que 3 à 5 jours (contre 4 à 8 semaines avant 2008).

Quelles sont les principales recommandations en matière juridique que vous adressez aux entreprises françaises intéressées par ce pays ?

Il faut reconnaître que le système juridique en Azerbaïdjan est très formel et à cause de dispositions parfois vagues ou peu claires, les interprétations contradictoires et non-transparentes des lois et règlements sont parmi les défis de ce pays. La fonction publique, bien que plus compétente que par le passé, peut encore se révéler très tenace dans l'exercice de ses fonctions. Les procédures administratives

changent de temps en temps et, dans cet environnement, il est essentiel que les investisseurs soient très bien informés sur les lois et règlements les concernant, notamment sur les nouvelles interprétations.

Comme dans tout autre pays, l'investisseur étranger se doit d'être prudent en Azerbaïdjan. La viabilité d'un projet doit toujours être évaluée avec beaucoup d'attention compte tenu de sa faisabilité technique et commerciale, car il est plus que probable que la législation évoluera pendant la durée du projet. Les conditions d'un projet doivent faire l'objet de négociations strictes en conformité avec la législation existante, tout en gardant à l'esprit les restrictions prévues par la loi en matière de garanties fournies par le gouvernement et d'exonérations fiscales. Les avantages spéciaux, qui ne sont pas conformes aux lois existantes, sont susceptibles d'être invalidés ou bien annulés ultérieurement. Enfin, les investisseurs étrangers doivent se protéger autant que possible des changements défavorables tels que les cas de force majeure ou l'exception de l'immunité de l'Etat souverain. Pour cela, il est préférable d'élaborer soigneusement les clauses contractuelles notamment en matière d'arbitrage international, d'avoir recours à des financements extérieurs ou à des garanties commerciales et de souscrire une assurance contre les risques politiques. Surtout, il faut agir avec bon sens, et notamment effectuer un « due diligence » minutieux de tout partenaire potentiel ou de toute entreprise que l'on souhaite acquérir. Bien qu'il faille éviter les nombreux pièges dans lesquels les imprudents peuvent tomber, le contexte azerbaïdjanais actuel offre des opportunités exceptionnelles de réussite.



Nous sommes en mesure de gérer des projets complexes avec nos partenaires azerbaïdjanais et français

Kamala Muradova, directeur pays de CIFAL Group

Depuis quand la société est-elle présente en Azerbaïdjan et quelles sont ses activités?

CIFAL est la plus ancienne et la plus importante société française de commerce international et des services industriels dédiée à l'Eurasie. Depuis son siège à Paris, la force opérationnelle de CIFAL est mise en place à travers un réseau unique de bureaux de représentation et de filiales partout dans la région Caspienne et en Asie Centrale.

Première entreprise française à s'installer en Azerbaïdjan en 1993, CIFAL a renforcé son positionnement au fil des années et a développé une large gamme de services pour répondre aux besoins croissants de ses partenaires dans les secteurs suivants : pétrole et gaz, infrastructures, sécurité et défense. Parmi nos partenaires nous pouvons citer : Total, Bouygues Offshore, Saipem, Degremont, Utilis, Gemalto, Vinci, etc.

De quelle façon accompagnez-vous les entreprises françaises en Azerbaïdjan ?

Sur la base de sa grande expérience dans divers secteurs industriels et



de sa présence de long terme en Azerbaïdjan, et avec le soutien de ses partenaires commerciaux, CIFAL a défini une offre intégrée qui répond à certaines demandes dans différents segments de marché. CIFAL a une expérience commerciale, technique et de développement de projets clés-en-mains et dispose de références variées et réussies ainsi que d'une longue expérience des relations franco-azerbaïdjanaises. Nous sommes en mesure de gérer des projets complexes avec nos partenaires azerbaïdjanais et français :

- élaboration conjointe de l'offre intégrée la plus appropriée ;
- sélection de partenaires industriels occidentaux et locaux fiables ;
- concrétisation de projets ambitieux, « state-of-the-art » et respectueux de l'environnement.

Depuis son siège à Paris et le bureau de Bakou, CIFAL offre toute son expertise pour la logistique et le soutien opérationnel : réunions et présentations, traductions techniques, assistance commerciale, gestion externalisée des ressources humaines etc.

Comment voyez-vous les possibilités d'affaires pour les entreprises françaises, notamment dans le secteur des infrastructures ?

Le gouvernement azerbaïdjanais a élaboré une stratégie de développement "L'Azerbaïdjan horizon 2020 : perspectives pour l'avenir". Cette stratégie vise le développement économique du pays, surtout le développement des infrastructures, en donnant la priorité aux transports, aux services urbains, etc. Ce développement local va améliorer l'état des infrastructures dans le pays et permettra l'intégration de l'Azerbaïdjan dans le système international élargi.

En conséquence, une nouvelle approche stratégique unifiée sera appliquée aux autoroutes, aux réseaux de transport : ferroviaire, maritime, aérien et transport souterrain. La construction et la reconstruction des routes nationales, le métro souterrain de Bakou, les nouveaux aéroports et l'infrastructure des autres grandes villes comme Gandja, Soumgaït, etc offrent des opportunités importantes pour les sociétés françaises. Actuellement nous travaillons avec Bouygues TP, Systra en Azerbaïdjan et je pense que l'expertise des entreprises telles que Vinci Construction, Egis, etc. a également sa place sur le marché azerbaïdjanais. Malgré le fait que le marché azerbaïdjanais soit d'une taille modeste, les opportunités présentes sont de taille importante en raison de son positionnement géostratégique et de l'existence d'un environnement des affaires favorables.

La grenade de la Perle du Caucase, l'Azerbaïdjan, est la meilleure du monde

Laurent Denoël, Président de ByaNat

Pourquoi ByaNat ?

Bia, dans la mythologie grecque est la déesse qui personnifie la force et la vitalité. C'est l'esprit de notre marque : offrir des produits naturels de grande qualité, en direct de producteurs certifiés Bio. Nat... Nature, bien sûr... Le fer de lance de notre gamme naissante est le pur jus de grenade, 100% bio, certifié ECOCERT.

Votre grenade provient d'Azerbaïdjan, « la Perle du Caucase », ce pays qui compte 9 zones climatiques sur les 11 qui existent dans le monde. Comment avez-vous découvert cette grenade ?

Le hasard des rencontres ! La société Diakom qui travaille dans le rapprochement de sociétés entre la France et la Russie connaît notre partenaire en Azerbaïdjan depuis 2004. Une grande confiance s'est installée entre eux au travers de la recherche de produits pour la viticulture de cette belle région de Gandja-Tovuz, à vocation agricole par excellence. Nous avons participé à la fête de la vigne et du vin organisée à Gandja. C'est ainsi que nous est venue l'idée d'importer en France du pur jus de grenade 100% Bio du Petit Caucase où la grenade, qui y est récoltée depuis des millénaires, est la meilleure du monde. **Parlez-nous de la variété dite « Royale » des vergers de cette région à l'ensoleillement généreux ?**

Oui, 2326 heures d'ensoleillement par an. Notons aussi que la température y est supérieure à 10°C durant 2905 heures par an, contre 2600 heures en Californie ! Nous avons été étonnés de la couleur rouge profond, aux nuances rubis, de la qualité des grains, appelés arilles et du goût intense du fruit.



Quand a commencé véritablement votre travail de création du jus de grenade ByaNat ?

En août 2012, au cours d'une mission de prospection en Azerbaïdjan au cours de laquelle nous avons pu visiter les vergers de grenade et apprécier le fruit. Les installations de production, la compétence et le sérieux des gens nous ont également confortés dans notre prise de décision. Nous avons pu constater que les personnels étaient tous des spécialistes de l'agroalimentaire dans le domaine des boissons. Nous avons tout de suite compris qu'il nous fallait obtenir une certification Bio. Ce que nous avons fait avec ECOCERT, l'organisme de référence pour la certification de produits de l'agriculture biologique. Le processus est long et exigeant mais nous sommes fiers de l'avoir mené à bien. C'était pour nous un gage de sérieux pour assurer l'entrée en France et en Europe de notre jus de grenade, pur fruit, sans additif aucun. La certification ECOCERT suit tout le processus de la production à la distribution.

Comment est né le produit que nous voyons aujourd'hui ?

Nous tenons à souligner que les fruits sont soigneusement sélection-

nés. Ils sont ensuite acheminés vers l'usine de Tovuz. Le jus est extrait, filtré et transporté en camion réfrigéré pour être conditionné en France dans une usine certifiée Bio ECOCERT. Notre jus de grenade est disponible toute l'année en bouteilles de 1 litre et de 33cl. L'innovation du marché est notre Fontaine 3 litres, idéale pour une cure de 3 semaines. Elle est pratique également pour toute la famille et facilement recyclable. La durée de conservation est de 24 mois avant ouverture et de 4 semaines après ouverture au réfrigérateur. Présente au salon Natexpo, qui s'est tenu du 20 au 22 octobre dernier à Paris Nord Villepinte, elle a été très bien accueillie.

Rappelez-nous les bienfaits de la grenade...

La grenade, superfruit par excellence est l'un des meilleurs antioxydants. Elle est reconnue pour sa teneur optimale en vitamines et en oligoéléments, ses antioxydants puissants, notamment les polyphénols et les anthocyanidines qui aident à neutraliser les radicaux libres, source de toxicité dans l'organisme et de vieillissement des cellules du corps. Elle renforce le système immunitaire, un véritable « booster » de santé. « La boisson énergisante de la nature »...

Où en êtes-vous aujourd'hui ?

Notre site de vente en ligne avec livraison à domicile par colissimo fonctionne à notre grande satisfaction. Nous avons plusieurs points de vente à Paris et en Province. Mais notre jeune société en phase de développement est à la recherche de partenariats dans les circuits de distribution spécialisés.



Fête de Bakou





pour vivre mieux **ici**

Agir **là**

Communication, navigation, défense, protection de l'environnement, science : aujourd'hui, les bénéfices de l'espace sont plus réels que jamais, grâce au leadership industriel d'Astrium et aux solutions spatiales à forte valeur ajoutée que nous proposons. Nos 18 000 hommes et femmes partagent la même volonté : offrir des niveaux de services exceptionnels et mettre les technologies spatiales au service de tous. www.astrium.eads.net

All the space you need*



Contacts utiles

Ambassade de la République d'Azerbaïdjan en France

78, Avenue d'Iena, 75116, Paris, France
 Tél. : + 33 1 44 18 60 20
 E-mail : secretariat@azambassade.fr
 Website : www.azambassade.fr

Conseiller économique M. Elmar MAMMADOV,
 e-mail : elmar.mammadov@azambassade.fr

Ambassade de France en Azerbaïdjan

7, Rue Rasoul Rza, AZ 100, Bakou, Azerbaïdjan
 Tél. : + 99 412 490 81 00
 website : <http://www.ambafrance-az.org/>

Conseiller économique M. Hervé SARNELLI,
 e-mail : herve.sarnelli@dgtresor.gouv.fr

Fondation Azerbaïdjanaise sur promotion des exportations et des investissements (AZPROMO)

M. Rufat MAMMADOV
 Président d'AZPROMO
 Tél : +99412 598 01 47/8
 E-mail : rmammadov@azpromo.az
 Website : <http://www.azpromo.az/>

Chambre de Commerce France - Azerbaïdjan

Madame Mirvari FATALIYEVA
 e-mail : contact@ccfaz.com

Vous pouvez obtenir information sur expositions organisées en Azerbaïdjan de website suivant:
<http://www.iteca.az/>

Vous pouvez obtenir information sur organisation des voyages touristiques en Azerbaïdjan de website suivant :
www.azerbaidjan.travel

Ministère de la Culture et Tourisme
 Département de Tourisme
 Tél. : + 99412 492 87 13
 E-mail : mct@mct.gov.az

teas.eu
 Londres | Bakou | Berlin | Bruxelles | Paris | Istanbul

TEAS est une organisation paneuropéenne de membres adhérents qui vise à faire connaître l'Azerbaïdjan au plan international à travers son marché des affaires et sa culture

Rejoignez-nous

Photo: Fouad Babayev - Les Flammes et l'aiguille, Bakou
 3^e place : Concours de photo L'Azerbaïdjan sous l'objectif - Londres, 2012
 Au service des entreprises : Conférences, tables rondes, missions commerciales, forums d'affaires



Energy of Azerbaijan

Proud Partner of Euro 2016

